GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

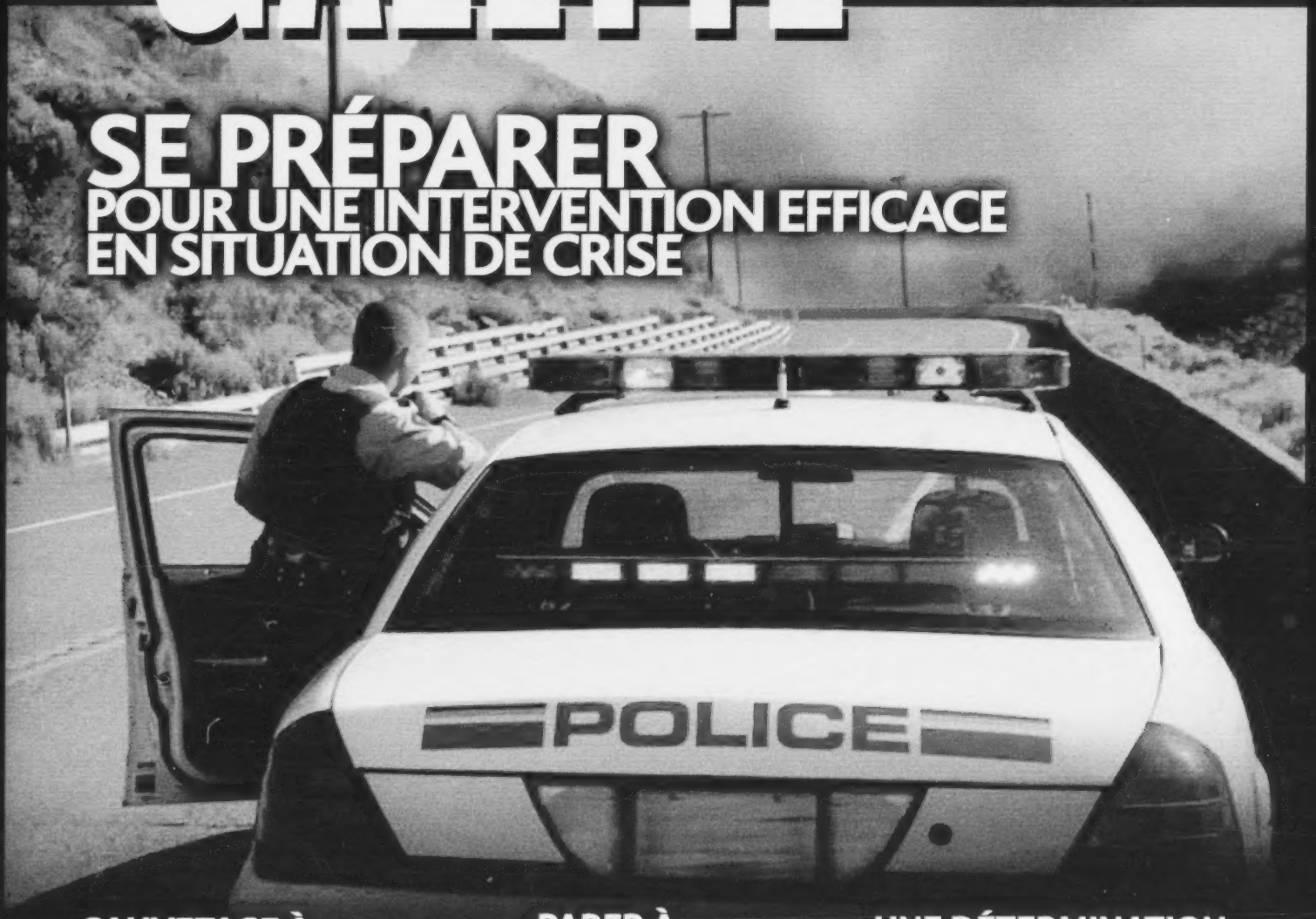
AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAZETTE

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM 2016

VOL.79, N° 2, 2017

SE PRÉPARER POUR UNE INTERVENTION EFFICACE EN SITUATION DE CRISE



SAUVETAGE À FORT MCMURRAY
LA POLICE ÉVACUE UNE VILLE EN PROIE AUX FLAMMES P. 7

PARER À L'OURAGAN
LA PRÉPARATION EST CLÉ EN HAÏTI P. 10

UNE DÉTERMINATION À TOUTE ÉPREUVE
DÉMARCHE D'UN EXPERT DANS LES CAS DE DISPARITION P. 27

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

UN UNIFORME À VOTRE NOM VOUS ATTEND

POSSIBILITÉS DE VOYAGE ET DE PERFECTIONNEMENT

Vous entreprendrez votre carrière dans un détachement canadien et vous pourriez travailler à l'extérieur du pays lors d'une affectation à l'étranger ou dans des spécialisations telles que les sciences judiciaires et la lutte à la cybercriminalité.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 79, N° 2, 2017

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

7 Les leçons tirées des opérations d'urgence à Fort McMurray
10 La communication, clé de survie à l'ouragan qui a frappé Haïti
12 Débat de spécialistes : Comment mieux préparer les policiers aux situations de crise?
14 Planification d'urgence dans une Première Nation albertaine
15 La nécessité d'un plan d'intervention pour les animaux
16 Exercice pour faire face à un tireur fou à l'école
18 Formation policière pour réagir à une menace active
19 Exercice pour rehausser l'intervention en situation de crise
20 Votre plan de mesures d'urgence répond-il à tous les besoins?
22 La communication lors des inondations à Calgary
24 Outils utiles aux employés de la GRC en prévision d'un confinement

RUBRIQUES

4 Mot de la rédaction
5 Actualités
25 Les faits : La maternité de substitution
26 Nouvelle technologie : Le coffret garde-clé facilite l'accès en cas d'urgence
27 Entretien avec un expert vancouvérois sur les personnes disparues
28 À l'avant-scène
30 Pratique exemplaire : Un policier ingénieux transforme un garage en gymnase

EN COUVERTURE :
Un agent de la GRC donne l'alerte face à un feu de forêt faisant rage dans le Nord de la C.-B. S'il est impossible de prévoir tous les aspects d'une catastrophe, la planification favorise une intervention coordonnée et efficace. Photo : Leann Parker, GRC

LA CAPACITÉ D'INTERVENTION NE S'ÉTABLIT PAS DU JOUR AU LENDEMAIN

Cplc. Patrick Fehlmann

Je ne m'attendais pas à cela. Jamais je n'ai pensé que cela arriverait ici. Je n'en reviens pas encore.

De tels commentaires sont courants dans la foulée d'un incident critique ou d'une catastrophe naturelle. Même en présence d'un quelconque avertissement, nul parmi nous ne peut être totalement prêt pour la prochaine urgence. Mais être prêt à intervenir de notre mieux est possible, si nous nous y mettons dès aujourd'hui.

Dans le présent numéro, nous abordons ce qu'il faut faire pour prévoir, réagir avec assurance et compétence et s'améliorer en vue du prochain impondérable.

Dans notre dossier, Amelia Thatcher se penche sur le déroulement de l'évacuation de Fort McMurray (Alb.), en proie aux flammes et à la fumée, et sur les éléments clés de la préparation qui ont donné aux intervenants le ressort voulu et fait prévaloir l'ordre dans le chaos.

Dans la Première Nation de Chateh (Alb.), un exercice d'intervention en cas de catastrophe a porté fruit lorsque, quelques mois plus tard, la réserve a dû être évacuée à l'issue d'inondations. L'exercice de planification, sans précédent pour une Première Nation albertaine, a contribué à réduire la confusion et à favoriser l'autonomie des citoyens durant la catastrophe.

Dame nature est une force formidable. Deidre Seiden aborde l'excellente planification et l'intervention coordonnée de la police canadienne lors de l'ouragan Matthew en Haïti. Des communications préalables aux patrouilles à pied post-ouragan, les participants à la mission étaient prêts à faire face à toute éventualité et à intervenir rapidement après coup.

Peu importe où il frappe – à l'école, au bureau ou dans un lieu de culte –, un tireur actif ne laisse pas beaucoup de temps pour planifier. Et la coordination d'une intervention immédiate, de la part d'un agent ou d'un détachement complet, mettra à l'épreuve le plus aguerri des policiers.

Nous nous arrêtons aussi sur la formation au Déploiement rapide pour action immédiate (DRAI), cours obligatoire qui enseigne aux membres et aux cadets la façon de neutraliser un tireur actif grâce à des mises en situation réalistes.

L'intervention face à une fusillade à l'école mobilise de nombreux acteurs. Le Groupe de la préparation et des interventions opérationnelles de la GRC au N.-B. a récemment exécuté un exercice multiservices dans une ancienne école secondaire pour tester l'interopérabilité des intervenants. Le scénario a permis à chacun de s'exercer, de faire un bilan et de discuter des améliorations à apporter.

Notre lieu de travail, comme service de police, peut être la cible d'actes de violence. Les détachements au Québec ont créé une vidéo, entre autres outils, pour les policiers et employés civils sur les façons de réagir en présence d'un tireur fou dans leur immeuble. Il va sans dire que le DRAI et la sensibilisation des employés sont des sujets clés.

Nous nous penchons aussi sur la planification d'urgence dans des populations vulnérables, la coordination de l'évacuation des animaux de compagnie et du bétail, comment préserver sa santé mentale en situation d'urgence et les communications lors de crise.

Peu de gens pensent sciemment à se préparer à ces incidents, mais comme le souligne un membre de la GRC participant à la formation au DRAI, « nous devons y songer, parce que c'est notre travail. » ■

— Katherine Aldred

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTRICES : Deidre Seiden, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2017 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

DROGUES : APPLICATION POUR LES JEUNES ET LES PARENTS

par Deidre Seiden

Il y a deux ans, le Service de sensibilisation aux drogues et au crime organisé (SSDCO) et le bureau des communications (BC) de la GRC au Québec ont développé une application qui sert de source crédible sur les drogues. Depuis, elle a été téléchargée plus de 19 000 fois sur Google Play et l'App Store d'Apple.

L'application gratuite Drogues et nouvelles tendances fournit de l'information sur une grande variété de substances, comment elles sont consommées et produites, des faits et des mythes, comment prévenir la consommation de drogue et une liste de ressources d'aide par province.

Une section est destinée aux parents, dit la serg. Michelle Harvey du SSDCO. Ils y trouvent des trucs pour parler de drogue avec leurs enfants, et les signes et les symptômes liés à la consommation de drogue.

« Notre rôle est de protéger le public, dit-elle. Nous plaçons toutes nos connaissances dans une application pour répondre aux questions qu'on nous pose toujours. Mieux les gens sont informés, mieux nous pouvons les protéger, et ils prennent de meilleures décisions. »

L'application a été conçue dans le cadre d'une campagne de sensibilisation aux drogues au Québec. Le SSDCO avait créé plusieurs outils populaires auprès de ses partenaires de la police, de la santé et de l'éducation, mais le BC lui avait suggéré d'en étendre la portée, dit Natasha Karok de l'équipe des communications au Québec.

« Nous cherchions à approcher les jeunes, dit-elle. L'application était notre moyen d'y parvenir, mais nous avons réalisé que nous pouvions joindre beaucoup plus de monde, y compris les parents, les enseignants et les médias. »

Nancy Bélanger enseigne dans le programme de techniques policières de La Cité, un collège francophone à Ottawa. Elle utilise l'application en classe.

« Je cherche toujours de nouveaux outils à utiliser quand j'enseigne, dit-elle. Je trouve cette application très utile, car je peux m'en servir pour parler aux étudiants du crime organisé et de la drogue et de leurs effets, et c'est une référence qu'ils ont toujours à portée de la main. » ■

Photo fournie par Nancy Bélanger

L'enseignante Nancy Bélanger du programme de techniques policières dit que l'application Drogues et nouvelles tendances de la GRC est une excellente référence pour ses étudiants.

UNE VICTIME DE MEURTRE REPREND VIE SUR TWITTER

par Deidre Seiden

Le 16 octobre 2016, Kerrie Ann Brown, 15 ans, a pris le contrôle du compte Twitter de la GRC du Manitoba et, comme toute jeune de son âge, a gazouillé pendant la journée. Seul hic : elle est morte il y a 30 ans.

Kerrie Ann a été violée, battue et tuée à Thompson (Man.). La GRC lui a redonné vie sur Twitter pour raviver les mémoires autour de ce crime non résolu.

« À l'approche du 30e anniversaire de la tragédie, j'ai cru qu'un communiqué de presse ne lui rendrait pas justice, confie Robert Cyrenne, directeur des Communications et des Relations avec les médias de la GRC du Manitoba. Nous nous sommes donc tournés vers les réseaux sociaux pour la faire connaître et intéresser la population à l'enquête. »

Après avoir consulté la famille et l'enquêteuse, M. Cyrenne et Letisha Sherry, la spécialiste des médias sociaux de son équipe, ont rédigé de nombreux gazouillis au nom de la victime sur le dernier jour de sa vie.

Kerrie Ann parle de son ourson en peluche préféré, de son amour pour l'éducation physique et du souper pris avec sa famille.

Le soir du drame, elle se rend à une fête avec des amis. Elle écrit qu'elle s'amuse bien jusqu'à l'arrivée d'une personne qu'elle n'aime pas. Son amie et elle décident alors d'aller se promener pour en parler.

Elles sont à la porte arrière lorsque son amie retourne prévenir les autres qu'elles sortent. Kerrie Ann décide de l'attendre dehors. On ne la reverra plus jamais vivante.

« De son réveil au moment précédant sa disparition, il y avait quelqu'un avec elle, souligne la gend. Janna Amirault, enquêteuse de la GRC chargée du dossier. Elle n'est restée seule que pendant cinq ou dix minutes. Ça aurait pu arriver à n'importe qui. »

La gend. Amirault dit que la campagne Twitter a été une réussite. Elle a reçu plusieurs renseignements ainsi que de nouveaux éléments.

Elle espère que l'attention médiatique suscitée et les plus de 2 000 rediffusions sur Twitter ont réussi à atteindre l'assassin ou les assassins.

« Si les responsables sont toujours vivants, ils doivent ressentir la pression, précise-t-elle. Ils ont pris une vie; ils devraient éprouver un certain malaise jusqu'à ce qu'ils répondent de leurs actes. » ■

Photo fournie par Letisha Sherry, GRC

Trente ans après son assassinat à l'âge de 15 ans, Kerrie Ann Brown a repris vie sur Twitter.

ÉTUDE SUR LE MANQUE DE SOMMEIL CHEZ LES POLICIERS

par Amelia Thatcher

La seule mention de travailler la nuit suffit à faire bâiller un policier. Les longues heures, les nuits blanches et les interventions stressantes contribuent à la fatigue des policiers de première ligne.

Fiona Vincent, gestionnaire de l'équipe de Condition physique et Mode de vie de la GRC en Saskatchewan, a compris que ce problème touchait de nombreux policiers de la GRC dans les détachements de la province et, en 2015, elle a décidé de mener une étude sur le sujet.

C'est avec l'aide d'un spécialiste du sommeil, le Dr Charles Samuels, qu'elle a recruté des chercheurs de l'Université de Calgary et de la Washington State University avant de lancer un programme de deux ans en gestion du sommeil pour évaluer l'ampleur de la fatigue des m.r. de la GRC en Saskatchewan.

« Les policiers doivent travailler par quarts, ce qui les prive de sommeil, affirme le Dr Samuels, qui a fait des recherches sur la fatigue au sein des services de police de Calgary et de Toronto. »

Le programme comportait une formation de trois heures sur la fatigue; les membres devaient répondre à un sondage avant cette séance, puis six semaines après. On voulait ainsi déterminer si les membres étaient fatigués et si la formation pouvait les aider à réduire cette fatigue.

« J'ai été policier assez longtemps pour savoir que le sommeil peut être une denrée rare, lance le s.é.-m. Darren Simons, chef du Détachement de Carlyle (Sask.) et participant à l'étude. On apprend par exemple à reconnaître les moments où il faut faire une sieste ou prendre de la caféine. C'est très utile. »

Après deux années de travail, les chercheurs ont déterminé que le niveau de fatigue était très élevé à la GRC – seulement 20 p. 100 des membres sondés étaient satisfaits de la qualité de leur sommeil. Ils ont aussi conclu que la formation a influencé les habitudes de sommeil des policiers.

Après la formation, le s.é.-m. Simons a compris l'utilité de créer des conditions plus propices au sommeil. L'an passé, avec l'aide de l'équipe de Condition physique et Mode de vie, il a acheté un fauteuil et un sofa pour permettre aux policiers du détachement de faire des siestes.

« Nous portons des armes et nous prenons des décisions de vie ou de mort, il faut donc être très vigilants et à l'affût de notre environnement, dit-il. Une bonne nuit de sommeil est essentielle. »

Le programme de gestion du sommeil se termine au printemps 2017 et on l'examinera à ce moment pour décider s'il doit se poursuivre. ■

LA POLICE D'HAÏTI REÇOIT UN SIMULATEUR DE TIR

par Amelia Thatcher

Pour les policiers haïtiens, les possibilités de formation au maniement des armes à feu peuvent être limitées, car ils doivent acheter leurs propres munitions.

« Au Canada, ce qu'on nous offre pour notre formation, comme les munitions, est un luxe ici », précise le cap. Daniel Laberge, agent de maintien de la paix de la GRC affecté pour la troisième fois à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Au cours de la dernière année, le cap. Laberge et le serg. François Dubeau, de la Sûreté du Québec, ont travaillé auprès de la Garde côtière haïtienne, qui fait partie de la Police nationale d'Haïti (PNH), à l'amélioration des compétences en tir.

Faute de budget, les deux partenaires ont dû faire preuve de créativité. Un tantinet d'ingéniosité et leurs propres fonds leur ont suffi à créer un simulateur de tir qui permet aux policiers locaux de s'entraîner.

« Je me sens comme une sorte de MacGyver », lance le serg. Dubeau, qui en est aussi à sa troisième affectation à la MINUSTAH. Il a contribué à l'effort de réflexion et a payé toutes les pièces du simulateur. « C'est ma façon d'investir dans la PNH. C'est exaltant et gratifiant de venir en aide à nos homologues. »

À l'intérieur comme à l'extérieur, les policiers exécutent des scénarios réalistes où ils doivent utiliser leur arme à feu. Une cartouche laser est fixée au canon de l'arme, et un programme informatique mesure la précision de chaque tir sur une cible en papier.

Facile à transporter, le simulateur coûte environ 1 000 $, nettement moins que l'achat de munitions pour l'ensemble de la Garde côtière.

« Nous avons conçu un outil de perfectionnement des compétences à petit prix, se réjouit le cap. Laberge. En plus de renforcer la sécurité, il améliorera la visée, si bien qu'au moment de dégainer, l'agent prend les bonnes décisions et tire avec précision. »

Le cap. Laberge et le serg. Dubeau veulent à présent offrir cette technologie à l'académie de la PNH. Ils espèrent mettre au point davantage de simulateurs aux fins de formation de base des recrues et des instructeurs de tir.

« Pourquoi vider des boîtes et des boîtes de munitions quand on peut aiguiser ses techniques sur cet outil? souligne le cap. Laberge. Tous les agents de la PNH du pays – du policier de voie publique au policier spécialisé – peuvent en profiter. » ■

Grâce au simulateur de tir utilisé par la PNH, nul besoin d'acheter des munitions coûteuses et le coût de la formation sur les armes à feu est réduit jusqu'à 98 p. 100.

Cap. Daniel Laberge, GRC

Chris Schwarz, gouvernement de l'Alberta

Les 136 membres du Détachement de Wood Buffalo sont intervenus dans les incendies qui ont ravagé Fort McMurray, et évacué les 88 000 résidents en six heures.

À LA RESCOUSSE DE FORT MCMURRAY

LA POLICE TIRE LEÇON DES OPÉRATIONS D'ÉVACUATION DE LA VILLE

par Amelia Thatcher

Le 1er mai 2016, le Détachement de Wood Buffalo de la GRC se préparait au pire. Deux feux de forêt faisant rage au nord et au sud de Fort McMurray (Alb.) se rapprochaient lentement de la ville.

La surint. Lorna Dicks, chef intérimaire du détachement à l'époque, savait à quelle vitesse les feux de forêt peuvent se propager et elle ne voulait rien laisser au hasard. C'est pourquoi elle a affecté dix policiers supplémentaires par quart dans les quartiers les plus proches des incendies.

« Rappeler les membres au travail et les faire revêtir leur équipement prendraient 45 minutes, alors que s'ils sont déjà là, c'est une question de minutes, précise-t-elle. Nous voulions des effectifs additionnels pour évacuer la population le plus rapidement possible, le cas échéant. »

Le détachement a activé son centre d'opérations d'urgence – une salle de réunion convertie en centre de commandement – et affecté un membre de la GRC au centre régional des opérations d'urgence (CROU) pour qu'il relaie les informations les plus récentes sur les incendies.

Dans les jours qui ont suivi, le Détachement de Wood Buffalo, qui sert Fort McMurray, est demeuré sur un pied d'alerte élevé, surveillant les nuages de fumée gagner du terrain. Ce n'est qu'à 14 h le 3 mai que le feu a échappé à tout contrôle. Le CROU a alors déclaré l'évacuation générale et la GRC s'est attelée à faire sortir les citoyens en toute sécurité.

La surint. Dicks a imposé des heures supplémentaires aux 136 membres du détachement.

« En répondant à l'appel, ils ont laissé leur foyer derrière eux, dit-elle. Ils n'ont pas eu le loisir de rentrer chez eux pour prendre des effets. Ils ont tout abandonné pour se consacrer à l'évacuation des citoyens. »

EXERCICE D'ÉVACUATION

Un mois avant les feux de forêt à Fort McMurray, le Détachement de Wood Buffalo avait répété un exercice d'évacuation tout à fait pertinent. On avait établi un plan d'urgence au cas où le feu détruisait un des deux immeubles du détachement dans la ville.

Le chef à l'époque, le surint. Rob McCloy, voulait s'assurer de maintenir les opérations policières même en cas de perte d'un des immeubles et de ses ressources. « Nous avons doublé le matériel et mis sur papier les procédures afin que chacun sache précisément ce qu'il a à faire, précise-t-il. Tout le nécessaire pour maintenir la capacité opérationnelle. »

Le détachement avait également produit un troisième jeu de clés pour chaque autopatrouille et avait placé un jeu dans chaque immeuble pour l'ensemble du parc automobile. Ainsi, la GRC conserverait l'usage de toutes ses voitures advenant la perte d'un immeuble.

« De n'y avoir pensé que quelques semaines avant la catastrophe donne froid dans le dos. Je ne croyais pas que cela se concrétiserait aussi tôt, souligne le surint. McCloy. Mais nous ne nous attendions pas à ce que les deux immeubles soient détruits. On ne prévoit jamais ce genre de scénario. »

MOBILISATION GÉNÉRALE

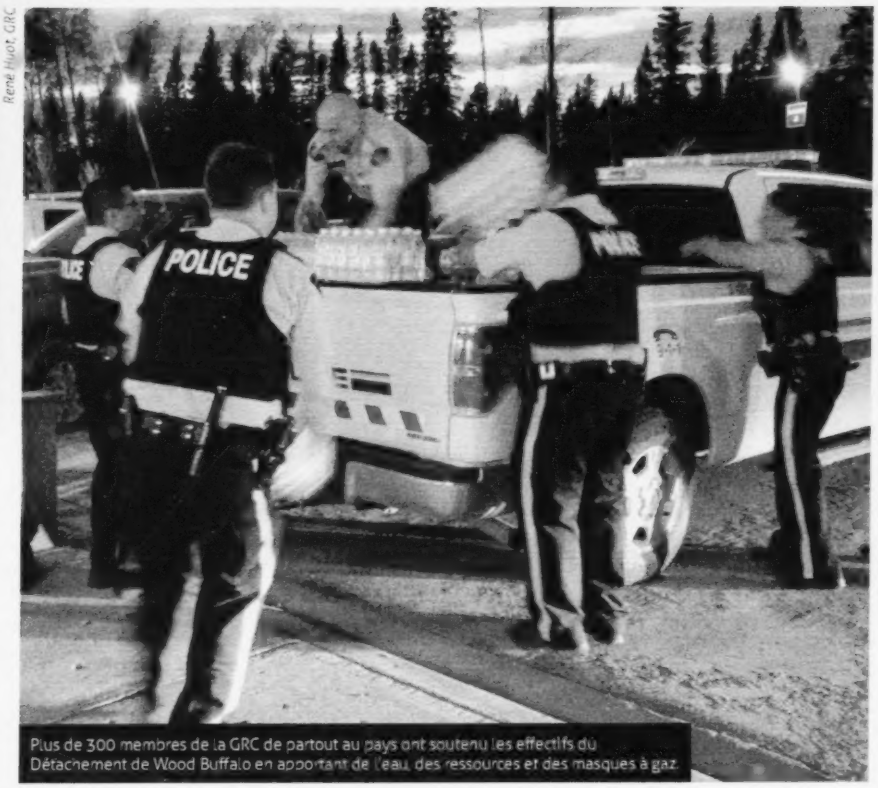
Après avoir lancé l'appel d'heures supplémentaires obligatoires à l'ensemble de l'effectif, la surint. Dicks a affecté plusieurs membres d'expérience au centre des opérations d'urgence du détachement. Là, ils ont coordonné la mobilisation et adressé des communications aux membres sur le terrain. Ils ont également été en liaison avec les centres des opérations d'urgence régional et du district pour obtenir des mises à jour périodiques sur la progression de l'incendie.

La ville avait déjà connu des catastrophes naturelles comme des inondations et des incendies, mais aucune de cette ampleur. L'insp. Mark Hancock, chef des interven-

René Huot, GRC

Le centre des opérations d'urgence du district à Edmonton a coordonné l'intervention de la GRC, des pompiers et des policiers municipaux pour évacuer les résidents et maîtriser les incendies.

René Huot, GRC



Plus de 300 membres de la GRC de partout au pays ont soutenu les effectifs du Détachement de Wood Buffalo en apportant de l'eau, des ressources et des masques à gaz.

tions au CROU, souligne que tous ont joué leur rôle en faisant de leur mieux.

« Nos systèmes étaient en place; dès que les membres ont été mobilisés, nous leur avons attribué des voitures en leur disant où aller, dans une collectivité après l'autre, explique-t-il. Grâce à la formation reçue, les opérations se sont déroulées dans un semblant d'ordre. »

Cela dit, le détachement n'en a pas moins été à court de voitures et de radios, ce qui n'a pas surpris la surint. Dicks. Le détachement n'est pas prêt à mobiliser 136 membres simultanément.

« Le premier jour, le chaos était pratiquement inévitable, souligne-t-elle. Il n'est pas possible de dire : "gardons 50 voitures supplémentaires au cas où un incendie menacerait la ville entière". »

Le détachement revoit actuellement ses plans d'urgence en vue d'améliorer la délégation des ressources lors d'une évacuation générale comme celle-ci.

Les canaux de radio saturés ont posé un autre écueil pour la GRC. Comme il s'agissait de l'unique moyen de communication entre le centre des opérations et les membres sur le terrain, il était difficile de transmettre les messages.

« Peu importe le nombre de communications transmises, ce n'est jamais suffisant, précise la surint. Dicks. Il faut communiquer les mises à jour plus rapidement aux intervenants. »

Le détachement envisage de mettre en place un système de messagerie de masse utilisant le numéro de cellulaire et le courriel de chaque employé. Ainsi, les messages pourront être diffusés en temps réel à chaque membre, sans devoir attendre que les lignes radio soient libres.

CHASSÉS PAR LES FLAMMES

À 22 h, le soir du 3 mai, la ville était déserte. Les membres de la GRC, avec l'appui des policiers municipaux et des pompiers, sont parvenus à évacuer les 88 000 résidents de Fort McMurray en près de six heures.

« De voir ce que tous les intervenants ont accompli, c'est carrément inouï, constate l'insp. Hancock. Quelle aventure : les agents couraient, enjambant des clôtures, frappant aux portes, aidant les personnes handicapées à quitter leur foyer. Chacun a une anecdote à raconter. »

Mais le feu faisait toujours rage et les flammes ont fini par encercler le principal

UN CONTRÔLE EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE

par Amelia Thatcher

Après quatre jours consacrés aux opérations de patrouille et d'évacuation à Fort McMurray, décimée par les flammes, tous les employés du Détachement de Wood Buffalo de la GRC ont été convoqués à Edmonton.

Le commandant divisionnaire de l'Alberta a alors accordé aux 136 membres et à plusieurs employés civils deux semaines de congé en leur demandant de se présenter à un centre de réception. Là, des médecins de la GRC ont traité ceux qui avaient inhalé de la fumée ou subi des égratignures ou des brûlures, tandis qu'une équipe de psychologues était sur place pour évaluer leur bien-être.

« Lorsqu'on est touché par un événement et qu'en plus on est chargé d'assurer des services de police à cet endroit, c'est une double épreuve », explique M^me^ Barbara Schmalz, Ph.D., psychologue à la GRC. « Les membres oscillaient entre leur responsabilité d'intervenants et le bouleversement vécu par les citoyens ordinaires. »

M^me^ Schmalz et quatre autres psychologues ont rencontré chaque employé lors d'une séance de 30 minutes pour discuter de leur état de santé mentale. Ils voulaient s'assurer d'aiguiller sans tarder les employés nécessitant de l'aide.

« Il est primordial d'établir un contact personnel à l'issue d'une catastrophe, explique M^me^ Schmalz. En nouant une relation d'emblée, les gens n'hésiteront pas à passer un coup de fil par la suite lorsque la détresse survient. »

Une semaine après ce premier contact à Edmonton, les psychologues ont communiqué de nouveau avec chaque membre pour déterminer ceux qui étaient prêts à reprendre le collier. Ils ont appuyé ceux qui l'étaient, et maintenu le contact avec ceux qui étaient en difficulté.

Les psychologues continuent de se rendre mensuellement à Fort McMurray afin d'aider les employés à composer avec le premier anniversaire des incendies, en mai 2017.

« On doit prévenir les gens que leurs réactions sont tout à fait normales, précise M^me^ Schmalz. Surtout les policiers et les premiers intervenants, qui ont souvent l'impression qu'ils doivent être en mesure de gérer n'importe quelle situation. »

bâtiment du détachement; c'est alors que la surint. Dicks a décidé d'évacuer ses troupes.

« Lorsque la fumée est entrée dans l'immeuble, je n'ai pas hésité une seconde, explique la surint. Dicks, qui est devenue chef du détachement depuis. Nous étions rompus à l'exercice, et il n'y avait pas une minute à perdre. »

Les effectifs ont évacué le bâtiment et se sont réinstallés à la base de rechange dans le sud de la ville.

« Malgré toute la planification du monde, il faut demeurer souple et prendre des décisions spontanées, dit-elle. Rien ne se déroule jamais exactement comme prévu. »

Vingt quatre heures plus tard, le détachement a dû déménager de nouveau. Les flammes ont poussé les membres plus au sud; on a érigé un détachement temporaire au hameau d'Anzac, à 50 km de Fort McMurray. Pour de nombreux membres, c'était la première occasion de se restaurer et de se reposer en 36 heures.

Puis, plus tard dans la soirée, ils ont dû quitter leurs nouvelles installations. Le détachement a déménagé cinq fois en quatre jours.

« Aucun entraînement ne peut préparer les troupes à cette éventualité, souligne la surint. Dicks. Bien sûr, il est toujours facile de porter un jugement après coup; la leçon à tirer, c'est qu'il faut se préparer davantage d'ici la prochaine catastrophe. »

RETOMBÉES

Le 7 mai, quatre jours après le début des incendies, tous les membres du détachement se sont réunis à Edmonton, où on leur a donné deux semaines de congé. Plus de 300 membres d'ailleurs au pays étaient venus prendre le relais des agents épuisés.

Le surint. McCloy et la GRC en Alberta ont établi un centre d'accueil pour organiser l'après-incendie pour les membres. Des chambres d'hôtel ont été réservées, des services financiers organisés pour soutenir les membres qui ont perdu leur domicile et des services de santé, dont une équipe de psychologues, ont procédé à l'évaluation de l'état de santé des membres.

Le détachement a aussi recueilli l'adresse courriel et les numéros de téléphone personnels des employés afin de les tenir au courant durant leur congé. Ces coordonnées serviront également à élaborer un plan de communication en situation d'urgence afin de faciliter les rappels au travail et la communication des mises à jour sur le terrain.

Avant de reprendre le collier, tous les membres ont subi une évaluation par un psychologue pour s'assurer de leur aptitude au travail.

« Les membres rongeaient leur frein. Mon but était de les réintégrer dans leurs quarts habituels dès que possible, explique le surint. McCloy. S'ils peuvent reprendre leur horaire, ils peuvent rétablir leur mode de vie. »

Une fois les membres de retour au travail, les surint. McCloy et Dicks ont tenu plusieurs séances de bilan pour recueillir les commentaires des agents sur le terrain. Outre l'amélioration des communications, les membres ont recommandé l'établissement de réserves de rations dans les bâtiments. Nombre d'entre eux ont travaillé dans une épaisse fumée 24 heures durant pratiquement sans eau ni nourriture. Désormais, les immeubles du détachement renferment des provisions suffisantes pour soutenir les effectifs jusqu'à 72 heures d'affilée, et on disposera également de masques respiratoires.

Jusqu'ici, la plupart des membres ont repris le travail, certains ont été mutés dans un autre détachement et d'autres gèrent encore les retombées des incendies. La GRC a entrepris de reconnaître les efforts déployés par les employés qui sont intervenus durant la catastrophe.

« Le moral est au zénith ici, et c'est tout à l'honneur de nos membres, précise l'insp. Hancock. Nous maîtrisons tout autant les mesures de prévention que celles d'intervention. Aucune autre organisation n'aurait pu mieux faire. » ■

Serg. Dan Gaudet, GRC

Dans la ville de Jérémie, des policiers partent en patrouille à pied pour évaluer les dommages causés par l'ouragan.

AU CŒUR DE LA TOURMENTE

LES COMMUNICATIONS, CLÉ DE LA SURVIE À L'OURAGAN QUI FRAPPÉ HAÏTI

par Deidre Seiden

En tant qu'habitant de l'Est, le serg. Dan Gaudet a connu sa part d'ouragans, mais ces tempêtes ne se comparent en rien à l'ouragan Matthew qui a frappé la ville côtière de Jérémie, en Haïti, où le sergent était affecté.

C'est le 4 octobre 2016 que la tempête a sévi, dévastant les régions côtières du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Sud.

À l'époque, un contingent de 90 policiers canadiens était déployé à l'échelle du pays dans le cadre de la MINUSTAH, la mission des Nations Unies à l'appui des opérations et du développement de la Police nationale d'Haïti (PNH).

Contrairement au séisme qui a frappé le pays en 2010, le contingent des Nations Unies et du Canada a eu quelques jours pour se préparer à l'ouragan de catégorie 4.

SE PRÉPARER AU CHOC

C'est le serg. Rock Brunet, d'Opérations et Développement policier internationaux de la GRC, qui a coordonné la mission du bureau d'Ottawa. Dès qu'il a su qu'un vaste ouragan s'était formé dans les Antilles et se dirigeait vers Haïti, il a pris deux mesures.

D'abord, il a consulté le Plan d'intervention en cas d'incident critique (PIIC) du Centre des liaisons et des déploiements internationaux de la GRC, qui supervise l'affectation des policiers canadiens à l'étranger.

« Dans tout événement majeur où nous avons des effectifs, nous nous référons au PIIC, explique-t-il. Nous le suivons à la lettre, qu'il s'agisse d'un attentat terroriste, d'un coup d'État ou d'une catastrophe naturelle. »

Ensuite, il a cherché conseil auprès de ses collègues qui étaient déployés lors du séisme en 2010. On lui a répondu que les communications étaient cruciales.

« Les ouragans sont imprévisibles, précise-t-il. On ne savait pas exactement où il frapperait. Nous nous sommes préparés au pire en espérant que tout se passerait bien. »

Le serg. Brunet assurait la liaison entre Port-au-Prince et les organismes avec lesquels les policiers coopéraient et il était en contact constant avec le chef du contingent, l'insp. Lucie Dubois de la GRC. Ensemble, ils ont appliqué le PIIC tout en donnant des mises à jour aux organismes partenaires et aux familles des policiers.

Si les Nations Unies étaient responsables de leurs agents et des décisions relatives à l'évacuation et au confinement, l'insp. Dubois s'est assurée que son contingent était bien informé, savait quoi faire et disposait du matériel voulu.

« La consigne était que chacun devait se présenter en personne périodiquement, afin que je sache en permanence la position et l'état de chacun », précise-t-elle.

Elle était aussi en liaison avec le centre d'opérations des Nations Unies et le chef de chaque détachement où des policiers canadiens étaient affectés en Haïti.

À Jérémie, la mission était axée sur les préparatifs en vue de l'élection prochaine, mais le serg. Gaudet, de son côté, s'affairait en vue de l'ouragan imminent. Il était en contact avec l'insp. Dubois à Port-au-Prince ainsi qu'avec famille et amis au Canada.

En compagnie des deux autres policiers canadiens et de deux policiers américains avec qui il cohabitait, le serg. Gaudet a amorcé les préparatifs d'urgence. Ils ont fait des provisions suffisantes d'eau et de vivres pour subsister de 48 à 72 heures, nettoyé la cour, fait une réserve de carburant pour la génératrice, rechargé les piles de leurs ordinateurs portables et de leurs cellulaires, remplacé celles des lampes de poche et vérifié que l'unique téléphone satellite de la ville était fonctionnel.

Puis, l'attente a commencé.

TENIR BON

Toute la ville était immobile en attente de l'ouragan, explique l'insp. Dubois. Les Canadiens étant répartis aux quatre coins du pays, alors chacun a vécu une réalité distincte. »

Les Nations Unies avaient donné l'ordre de confinement, ce qui signifiait que les policiers devaient rester dans leur refuge jusqu'à la fin de la tempête. Le serg. Brunet était rassuré quant à la sécurité des membres en mission, qui vivent dans les meilleures constructions disponibles.

Port-au-Prince n'a pas connu les pires dommages. L'insp. Dubois était en liaison constante avec le serg. Brunet à Ottawa et l'ensemble des régions d'Haïti, à l'exception de Jérémie.

« J'étais inquiète, et pas seulement pour les Canadiens, mais pour tous nos collègues et la population, dit-elle. Les habitants sont tellement vulnérables; mon cœur était déchiré pour eux. »

À mesure que la tempête s'intensifiait, le serg. Gaudet voyait les toits se détacher des maisons et les débris voler partout; c'est alors que la pluie et des vents de 240 km/h ont réduit la visibilité à néant. « On aurait dit une tempête de neige », dit il.

L'eau ruisselait dans la maison et on entendait les panneaux solaires se détacher du toit. À un moment donné, les réservoirs d'eau remplis ont aussi été arrachés de la toiture.

Après plusieurs heures, les vents se sont calmés et l'œil de l'ouragan s'est fixé sur le secteur. Le serg. Gaudet est alors sorti avec d'autres membres pour évaluer les dommages.

« Tout était détruit, dit il. Mais les gens circulaient comme si la tempête était finie. Je leur disais de rentrer chez eux. C'est alors que le vent s'est levé et a changé de direction, et qu'une pluie torrentielle s'est abattue sur la ville. »

La tempête a fait ravage pendant plusieurs heures.

À Port-au-Prince et à Ottawa, l'insp. Dubois et le serg. Brunet se sont attelés à déterminer le matériel et les fournitures dont les gens auraient besoin.

Le serg. Brunet a également envisagé l'éventualité de stress post-traumatique, d'infections, de maladies et d'une exposition aux moisissures si les foyers étaient inondés.

« Nous devions nous rappeler qu'avant de pouvoir nous occuper des autres membres de la collectivité, nous devions nous assurer que nos effectifs étaient sains et saufs. »

Et on était toujours sans nouvelles de Jérémie.

Ce n'est que plusieurs heures plus tard que le serg. Gaudet a pu faire un appel bref de 10 secondes à l'aide du téléphone satellite.

« Tout le monde a poussé un soupir de soulagement, car il n'y avait finalement aucune victime parmi les policiers canadiens ou rattachés aux Nations Unies, dit-il. Tous étaient sains et saufs. »

Mais les difficultés ne faisaient que commencer.

L'APRÈS-OURAGAN

« Nous avons survécu à la tempête, ce qui était déjà éprouvant, explique le serg. Gaudet. Mais ce n'était rien à côté de ce qui nous attendait. »

Le lendemain de l'ouragan, à Jérémie, on a organisé une patrouille à pied, les routes étant impraticables.

« Nous marchons au milieu d'une rue lorsque nous avons vu deux hommes, relate-t-il. Nous leur avons demandé où était leur maison, ce à quoi ils ont répondu qu'elle était à nos pieds. Les gens étaient désespérés. »

Le deuxième jour, la PNH et des civils ont décidé de dégager la route menant à l'aéroport à l'aide de scies à chaîne. « Grâce à l'entraide, nous avions déblayé le tronçon de 7 km à six heures le lendemain. C'est vers le moment où les premiers hélicoptères ont atterri avec des renforts », dit-il.

Les ONG, les Nations Unies, l'armée américaine et des hélicoptères chargés de vivres et de provisions ont commencé à arriver, mais on disposait de peu de ressources pour gérer le tout, la ville ayant été détruite. Il n'y avait nulle part où installer et héberger les gens.

« C'était un cauchemar, sur le plan logistique, dit le serg. Gaudet. Nous nous réunissions quotidiennement pour déterminer une stratégie. Nous avons réalisé sans tarder l'importance de la sécurité. »

En effet, les camions d'aide humanitaire arrivant chargés de provisions étaient pillés par des résidents désespérés.

Du jour au lendemain, la mission avait revêtu un caractère humanitaire.

À la fin de janvier, le courant n'était que partiellement rétabli à Jérémie, les infrastructures étant toujours gravement endommagées. Des génératrices continuent d'alimenter les commerces et certaines résidences, tandis que la reconstruction progresse lentement.

Les Nations Unies signalent que si le nombre d'Haïtiens souffrant de la faim diminue continuellement depuis l'ouragan, 1,5 million de personnes vivent encore dans l'insécurité alimentaire.

Avant la catastrophe, le serg. Gaudet avait pour tâche de collaborer avec la PNH, effectuant des patrouilles et soutenant les enquêtes. Depuis l'ouragan, 90 p. 100 de ses fonctions consistent à assurer la sécurité des convois d'aide humanitaire.

« Nos membres savent d'emblée que leur travail peut changer sans préavis, en fonction des besoins sur le terrain », explique le serg. Brunet.

Et dans les jours et les mois qui ont suivi l'ouragan, les policiers canadiens ont apporté leur aide selon les moyens dont ils disposaient.

« Ils se sont remis sur pied et ont travaillé sans relâche, explique l'insp. Dubois. Certains secteurs ont été plus durement touchés que d'autres, mais tous ont fait un travail exceptionnel. » ■

L'ouragan Matthew a laissé une traînée dévastatrice après son passage en Haïti.

Serg. Dan Gaudet, GRC

René Huot, GRC

COMMENT MIEUX PRÉPARER LES POLICIERS AUX SITUATIONS DE CRISE?

LES SPÉCIALISTES :

- **Insp. Mark Hancock, officier responsable des services d'enquête, Détachement de la GRC de Wood Buffalo**
- **Chef Michael Kehoe, retraité, Service de police de Newtown (Connecticut)**
- **Roxane Maroïs, chef psychologue, GRC**

Les interventions en situation d'urgence, par exemple lors de catastrophes naturelles ou de fusillades, engendrent du stress sur plusieurs plans. Nous savons qu'il peut être utile de disposer des outils et du soutien nécessaires pendant l'intervention et le rétablissement. Que peuvent, cependant, faire les premiers intervenants et les autres employés pour se préparer? Nous avons demandé à deux experts comment les policiers et les travailleurs de soutien peuvent se préparer dès maintenant à intervenir en cas de crise.

INSP. MARK HANCOCK

Au cours de la première semaine de mai 2016, la ville de Fort McMurray et ses environs ont été le foyer de l'un des plus importants désastres de l'histoire canadienne. Un énorme feu de forêt a sauté la rivière Athabasca et est rapidement devenu impossible à maîtriser. La ville a été dévorée par les flammes, et plusieurs zones résidentielles ont été réduites en cendres les unes après les autres. La ville entière a fait l'objet d'un ordre d'évacuation obligatoire. Les policiers du Détachement de la GRC de Wood Buffalo, les agents chargés de faire appliquer le règlement municipal et les shérifs ont travaillé sans relâche pour aider les résidents à se rendre en lieu sûr à moins de six heures d'avis.

En raison des inondations survenues dans la région en 2013, on avait déjà désigné, au Détachement de la GRC de Wood Buffalo, une salle devant servir de Centre des opérations d'urgence (COU). Pendant le feu de forêt, le COU a disposé d'une ligne directe pour joindre le Centre régional des opérations d'urgence (CROU). Le COU a servi de poste de commandement et joué un rôle déterminant dans l'organisation et l'exécution de l'intervention initiale ainsi que dans l'évacuation de la collectivité. Le personnel du CROU a pu communiquer rapidement avec celui du COU pour discuter des collectivités évacuées et des meilleurs itinéraires à emprunter.

Chaque détachement doit préparer des plans opérationnels d'urgence. Ceux-ci décrivent les étapes à suivre en cas d'incident majeur. Ils doivent être à jour et pertinents, et être communiqués au personnel du détachement. Ces plans doivent être suivis dès que possible pendant ce type d'incident, car ils permettent de mieux organiser les interventions en périodes de grand stress.

Pour gérer un incident de grande envergure, il faut être bien formé et posséder l'expérience nécessaire. Les simulations de catastrophes naturelles et d'incidents importants améliorent la capacité de chaque équipe à intervenir en situation réelle. Le Détachement de Wood Buffalo avait fait des simulations de catastrophes et des exercices sur table les deux années précédentes, et plusieurs policiers avaient suivi divers cours sur le commandement en cas d'incidents. Cela a permis de mettre en place dès le départ un environnement de commandement en cas d'incidents ainsi que des mesures de soutien logistique (nourriture, eau, hébergement des intervenants, etc.).

L'État-major supérieur de la GRC en Alberta et le Détachement de Wood Buffalo ont tenu des séances de rétroaction à la suite des feux de forêt afin de discuter des aspects à améliorer. La communication a été nommée en tête de liste. Il est difficile de transmettre suffisamment d'information à toutes les équipes et à tous les policiers qui interviennent dans le cadre d'un incident de cette ampleur. Le gouvernement de l'Alberta et la GRC en Alberta s'efforcent de mettre en place le nouveau Système de communication radio des intervenants d'urgence de l'Alberta dans toute la province, y compris à Fort McMurray. Ce système est conçu pour soutenir une approche coordonnée des communications radio avec tous les premiers intervenants.

Le ravitaillement peut lui aussi être organisé d'avance. Le Détachement de Wood Buffalo possède maintenant quatre grands bacs métalliques verrouillés qui contiennent suffisamment de nourriture et d'eau pour 72 heures, et assez de masques pour tous les membres du détachement.

L'intervention durant les feux de forêt de Fort McMurray a donné des résultats somme toute positifs. Environ 88 000 per-

sonnes ont pu être évacuées. S'il est crucial de bien réagir durant un incident de cette envergure, la préparation proactive est elle aussi essentielle pour que l'on puisse intervenir de façon efficace lors de la prochaine crise.

CHEF MICHAEL KEHOE (RET.)

De par leur nature même, les urgences sont des situations imprévisibles et dangereuses dont sont victimes les collectivités et les particuliers. Les premiers intervenants, c'est-à-dire les policiers, les pompiers et les ambulanciers, sont habituellement des représentants du gouvernement à qui l'on demande d'intervenir en prenant des mesures immédiates et décisives afin de limiter les décès, les dommages et les blessures.

Les agents de police reçoivent de nos jours une très longue formation de base pour être en mesure de réagir efficacement dans un vaste éventail de situations complexes qu'ils seront appelés à gérer de façon officielle. La plupart du temps, ils arrivent à donner une fin heureuse à des événements extrêmement complexes et dynamiques.

Toutefois, à l'occasion, une situation d'urgence met au défi même l'agent le plus chevronné qui soit. Il peut s'agir d'une situation pour laquelle très peu de formation existe, ou que l'on comprend mal. Souvent, l'agent a reçu une formation sur la situation, mais il n'a pas compris à quel point celle-ci entraîne des défis complexes.

Afin d'être mieux préparé à intervenir, il faut acquérir des habiletés, des aptitudes et des compétences applicables à toute situation d'urgence. Les compétences solides acquises au fil des années de travail ou, comme on le dit plus familièrement, la « formation sur le tas », ne peuvent préparer entièrement un policier à réagir et à intervenir efficacement face à l'horreur, à la douleur et à la peine que causent les tragédies.

Pour être professionnellement préparée à toute urgence, une personne, et en particulier un policier, doit être dans le bon état d'esprit. La confiance en soi et des compétences uniques et particulièrement utiles permettent de combler les manques, toujours nombreux, révélés par des incidents problématiques et dynamiques, en constante évolution.

Les agents de police doivent avoir leur propre travail à cœur. Pour être prêt à intervenir en cas d'urgence, il faut être pleinement investi et avoir le bon état d'esprit. Ainsi, il faut adopter une approche globale non seulement pour survivre au quotidien, mais aussi pour conserver la santé à long terme. De bonnes habitudes de sommeil, un régime alimentaire sain et un programme d'exercices rigoureux permettent de demeurer en bonne santé bien après le départ à la retraite.

L'esprit, ou le cerveau, est tout aussi important que le corps. Sur le plan personnel, l'exercice de la pleine conscience et les exercices de l'esprit favorisent la résilience du cerveau ainsi que le sentiment d'investissement dans son travail, ce qui améliore le bien-être général de l'employé et son rendement au travail.

Les organisations doivent adopter, à l'interne, des programmes ou des politiques de mieux-être mental. Les programmes d'aide aux employés, les systèmes de soutien par les pairs, les examens annuels du mieux-être mental, l'accès à des services d'aumônerie et la limitation de l'exposition aux traumatismes psychologiques sont des éléments de base qui permettent à une organisation d'assurer le bien-être mental de ses employés. Ils font partie intégrante du réseau de soutien stable des policiers, dont font aussi partie les familles.

En fin de compte, un agent de la paix est mieux préparé s'il est formé correctement, s'il a le bon état d'esprit, s'il fait l'exercice de la pleine conscience et s'il prend soin de son esprit et de son corps.

ROXANE MAROIS

Nos policiers et employés de la GRC doivent répondre régulièrement à des urgences. Qu'ils soient appelés à intervenir auprès de citoyens en crise, à enquêter sur des scènes empreintes de violence, à traquer des individus menaçants la sécurité nationale, il est en effet important d'être préparé à intervenir dans ces contextes.

Ces situations sont variées mais comportent des similitudes face auxquelles on peut se préparer en vue de maintenir et améliorer notre résilience. D'une perspective psychosociale, la profession de policier ou de support aux opérations, implique d'être prêt à intervenir dans de courts délais, d'avoir la capacité de faire face à l'adversité, à la volatilité et au danger, et de rebondir pour à nouveau faire face à de nouvelles situations.

La confiance en soi et en sa formation, l'écoute de soi et des autres, être ouvert à apprendre des autres et disposé à adopter de nouvelles façons de faire, et croire qu'on peut se développer même dans l'adversité sont quelques unes des caractéristiques qui contribuent à une bonne préparation psychologique.

Outre la formation professionnelle qui appuie les opérations policières, plusieurs outils sont à notre disposition pour surmonter les défis et être résilient. Que ce soit les informations tirées de la formation 'En route vers la préparation mentale', d'une formation en prévention du suicide, du cours en ligne de débreffage suite à un incident critique, ou des séances offertes par les psychologues de la GRC suite à des événements critiques, il nous appartient de faire appel à ces outils dès qu'on en ressent le besoin.

Il est important d'être à l'écoute de notre corps et de nos pensées. Notre sommeil, notre appétit ont-ils changé? Nous ne sommes plus intéressés à notre hobby préféré? Notre superviseur nous souligne qu'on fait plus d'erreurs? Ces informations ne doivent pas être ignorées. Ces indices nous informent que quelque chose affecte notre fonctionnement et met en cause notre résilience.

Certains nous informent de la grande valeur des techniques de visualisation, d'autres nous disent l'importance de se maintenir en forme. On nous dira peut-être que certains changements à nos habitudes pourraient être bénéfiques : cesser de fumer, mieux équilibrer son alimentation, éviter le recours à l'alcool comme moyen d'engourdir le malaise qu'on ressent. Les professionnels de la santé mentale sont aussi à notre disposition afin d'échanger et nous appuyer tout au long de notre cheminement personnel et professionnel.

Les urgences qui soudainement troublent notre stabilité habituelle, sont initialement perçus négativement. On peut se sentir démoli, sans issue, incapable de continuer ou extrêmement en colère. Pour rebondir, un regard détaché sur ces événements est nécessaire afin de donner du sens à ces expériences. Suite à une urgence ou une crise, pour plusieurs d'entre nous, le retour au fonctionnement habituel se fera de lui-même dans les jours suivants.

Pour certains, des conversations avec un professionnel, dans un cadre confidentiel, seront indiquées pour obtenir des conseils objectifs en vue de recouvrer la capacité à rebondir et faire face aux événements urgents et critiques futurs. La consultation avec un professionnel de la santé mentale est une occasion en or pour apprendre, se développer et maintenir sa résilience. Il n'y a aucune honte à consulter les Services d'aide aux employés, le psychologue divisionnaire ou celui de votre communauté. Consulter c'est prendre sa santé mentale en main. ■

APPLICATION DU PLAN SAFE DANS LES ÉCOLES

FAVORISER L'ÉTAT DE PRÉPARATION PAR UN EXERCICE DE MENACE

par Deidre Seiden

Confinement. Confinement. Confinement. Ce mot, répété trois fois, déclenche une procédure dans une école entière. Les corridors se vident, on verrouille et barricade les portes, on éteint les lumières, et élèves et enseignants se cachent en silence.

La fusillade mortelle à l'école secondaire de Columbine en 1999 a transformé la façon dont les écoles et la police réagissent face à un tireur fou. Les forces policières ont convenu qu'une réaction beaucoup plus rapide s'imposait.

« Cet incident nous a fait comprendre qu'il fallait un plan en place », souligne Julie Fraser, du Groupe de la préparation et des interventions opérationnelles de la GRC au N.-B. « Depuis, nous avons adopté le Plan d'action pour les situations d'urgence en milieu scolaire (SAFE). Dans une telle situation, nous devons réagir de façon efficace, proactive. »

L'ordre de confinement met en œuvre le Plan SAFE, une base de données qui renseigne spontanément les premiers intervenants sur toute l'information dont ils ont besoin, par exemple les personnes-ressources de l'école, les plans d'étage, les photos aériennes, les cartes, les procédures de confinement et d'autres renseignements propres à un établissement, dont les aspects tactiques comme l'endroit où établir un poste de commandement.

Le Plan a été lancé à la GRC à l'échelle nationale en septembre 2007. En 2010, lorsque le service de Julie Fraser a été chargé de coordonner la mise en œuvre du Plan au Nouveau-Brunswick, elle en a fait la promotion auprès des policiers de première ligne.

« Afin d'en faciliter l'application concrète, j'ai décidé de lancer des exercices faisant intervenir de multiples organismes », explique-t-elle.

UNE FORMATION PRAGMATIQUE

Le plus récent exercice du genre a eu lieu le 19 octobre 2016 dans une école secondaire désaffectée au Nouveau-Brunswick.

Un homme armé est entré dans l'établissement par la porte principale et a ouvert le feu. L'intrusion a poussé Yves Coulombe, directeur de la polyvalente Roland-Pépin, à donner l'ordre de confinement et à simuler un appel au 911, mettant en branle le Plan SAFE de l'école.

« Même s'il ne s'agissait que d'un exercice, tout le processus a semblé bien réel », souligne le serg. René Labbé, chargé des opérations au Détachement de Campbellton de la GRC. « Les policiers ont réagi avec une émotion intense. »

Arme simulée au poing, les agents de la GRC sont intervenus, prêts à réprimer la menace en appliquant leur formation au déploiement rapide pour action immédiate (DRAI).

Des acteurs ont joué les victimes blessées, étendues au sol, et des enseignants ont participé à la procédure de confinement. « Ils pouvaient entendre tout ce qui se passait : les coups de feu et les cris des acteurs », précise M. Coulombe.

Les élèves n'ont pas pris part à la simulation, le but de l'exercice étant de mettre à l'épreuve l'interopérabilité entre les premiers intervenants et les organismes partenaires.

LES EFFORTS EN VALENT LA CHANDELLE

L'intervention lors d'une fusillade mobilise de nombreux partenaires. Ainsi, outre le personnel de l'école et la GRC, l'exercice a fait intervenir le district scolaire, le service des incendies, Ambulance Nouveau-Brunswick, le service des travaux publics de Campbellton, l'hôpital régional et l'Organisation des mesures d'urgence de la province.

Une fois les tireurs neutralisés (il y en avait deux) et le bâtiment déclaré sûr, les partenaires sont entrés sur les lieux. On a secouru les victimes, qui ont été soumises à un triage et emmenées à l'hôpital.

L'exercice entier, qui simulait les 30 premières minutes d'un incident, a duré environ une heure au total, mais a nécessité trois mois de planification. Outre la coordination sur le plan logistique, Julie Fraser et le serg. Labbé ont mobilisé les organismes partenaires dès le début.

Ils ont organisé une séance d'orientation et un exercice sur table au préalable pour s'assurer que tous les participants comprennent bien leurs rôles et protocoles respectifs.

Et lorsque l'événement s'est terminé, les participants ont pu faire un compte rendu et discuté des rôles et de l'intervention de chacun en soulignant les lacunes à corriger.

« Nous avons tenu cet exercice pour voir si nous étions prêts à intervenir dans ce genre de situation, advenant une crise », explique le serg. Labbé. « Le résultat est éloquent. Nous savons maintenant les points à remédier. »

Si l'école secondaire exécute un exercice de confinement avec les élèves une fois par année, M. Coulombe voulait effectuer la simulation pour mieux comprendre le Plan SAFE et les mesures d'intervention d'urgence.

« Nous devons nous assurer de protéger les élèves et le personnel contre toute éventualité, conclut M. Coulombe. Cet exercice concret nous a permis de nous rendre compte de notre état de préparation. » ■

À Campbellton (N.-B.), la GRC a tenu un exercice de fusillade simulée dans une école pour mettre à l'épreuve l'état de préparation des premiers intervenants.

Ken McGee, Organisation des mesures d'urgence

NEUTRALISER UN TIREUR ACTIF

FORMER LES POLICIERS POUR QU'ILS SACHENT AFFRONTER UNE MENACE

par Tanner Aulie

Pour être utile, la formation aux interventions en situation d'urgence doit s'arrimer aux crises qu'on connaît de nos jours. À l'École de la GRC, en Saskatchewan, on a rafraîchi la formation au Déploiement rapide pour action immédiate (DRAI) afin d'enseigner aux policiers comment intervenir contre une menace armée active, comme celle qu'on a vue à Mayerthorpe (Alb.), à Moncton (N.-B.) et à La Loche (Alb.). Ce que les policiers doivent retenir, c'est qu'il faut aussi vite que possible établir le contact avec la menace, la prendre à partie et la neutraliser.

On apprend des formateurs que 9 fois sur 10, le tireur est neutralisé par un policier intervenu seul, sans attendre des renforts. Comme le dit la gend. Joanne Lauer qui suit la formation du DRAI : « Tu ne peux pas te permettre d'attendre. Si toi tu ne l'arrêtes pas, qui le fera? Tu ne dois pas te demander si tu peux ou si tu ne peux pas le faire. Il faut que tu fasses ton boulot. »

Le DRAI s'enseigne à la Division Dépôt lors d'une semaine de formation obligatoire pour tous les policiers de la GRC. Sont obligatoires aussi l'épreuve annuelle de qualification au tir, les premiers soins, le maintien des compétences opérationnelles et le programme En route vers la préparation mentale. Par ailleurs, le DRAI a été intégré au programme de formation des cadets.

TROIS JOURS POUR SE PRÉPARER

En novembre dernier, 28 policiers de la GRC sont revenus à Regina pour trois jours de formation pratique et intense en DRAI.

Pour la gend. Lauer, diplômée de l'École il y a à peine trois ans, c'est un retour apprécié. « Je suis fière de revenir ici, dit-elle. Je veux devenir la meilleure policière que je peux être pour mes frères et sœurs au détachement, pour ma famille à la maison, et pour mon pays. »

À voir la camaraderie et les rigolades auxquelles donnent lieu les anecdotes, on oublierait presque le sérieux de ce qui amène ces policiers ici. Il ne faut pas se laisser tromper par l'atmosphère. Ces hommes et ces femmes sont ici pour apprendre comment réagir quand l'inconcevable se produit, comment limiter les dégâts.

GRC

En formation de Déploiement rapide pour action immédiate à la Division Dépôt, les participants apprennent à négocier les couloirs et à entrer dans les pièces à la poursuite d'une menace active, comme un tireur.

Les participants sont répartis en équipes et exécutent une série de scénarios, tous plus stressants les uns que les autres. Ils apprennent à agir en équipe pour négocier les couloirs, entrer dans les pièces, travailler au sauvetage et maîtriser les lieux en poursuivant la menace.

D'abord armés de répliques, ils prennent de l'assurance avec les encouragements, les conseils et les commentaires constructifs des animateurs. À mesure qu'ils progressent dans les scénarios, les participants travaillent les aspects des tactiques qu'ils doivent améliorer.

À la fin de la première journée, ils ont acquis les fondements. Le second jour, on leur donne des armes à feu inertes et des projectiles de peinture. Les scénarios deviennent plus réalistes.

« Même si ce sont des exercices, il faut faire comme si chaque coup de feu tiré était vrai, observe le gend. Fred Lillie, qui compte 26 années de service. Il faut respirer, repasser ce qu'on sait, penser à ce qu'il faut faire et passer à l'action. »

À la fin de la seconde journée, la plupart des animateurs et des participants sont couverts de peinture, ce qui ne les empêche pas de revoir les temps forts et les points faibles de leurs scénarios.

Le troisième jour, les scénarios deviennent plus complexes. Mais tout le monde y met du sien, observe et encourage les autres à mesure qu'ils exécutent leurs exercices.

Les policiers en formation sont évalués sur leur maîtrise des habiletés apprises, sur leur utilisation sécuritaire des armes à feu et sur leur capacité de communiquer clairement au long des scénarios, en dépit du niveau élevé de stress.

« Je crois en la formation, et la pratique met en confiance, avoue la gend. Anne Daly, policière depuis neuf ans. Ces trois jours nous ont préparés à mieux protéger la population contre ces situations auxquelles on aime mieux ne pas penser. Mais il faut bien y penser, parce que c'est notre travail. »

Même pour les animateurs, la formation est l'occasion de se tenir à jour et de redonner.

« On essaie toujours de s'améliorer, pour aider ceux qui sont sur le terrain, explique la cap. Traci Johnston, instructrice de DRAI à la Division Dépôt. Ceux qui ont suivi et réussi les cours du DRAI et d'instructeur en sécurité publique et policière peuvent venir nous rejoindre à Regina pour devenir des formateurs eux aussi. »

Son dernier scénario terminé, la gend. Lauer est confiante : « S'il devait arriver quelque chose dans ma collectivité, je saurai quoi faire. Je serai prête, et j'aurai le dessus. » ■

GRC

Deux pompiers participant à un exercice pratique à Lethbridge (Alb.) qui les a mieux préparés à intervenir dans une catastrophe faisant de multiples victimes.

UN EXERCICE EMPREINT DE RÉALISME

POUR UNE CAPACITÉ D'INTERVENTION REHAUSSÉE

par le cap. Jack Neri, Section de l'identité judiciaire de Lethbridge, GRC (Alberta)

Les catastrophes récentes survenues au pays et à l'étranger ont souligné la nécessité pour les premiers intervenants d'avoir une formation et le matériel appropriés pour y faire face. La question qu'il faut se poser est la suivante : « Sommes-nous prêts à intervenir dans de telles situations? »

Au Canada, la majorité des services de police, d'incendie et d'ambulance profitent d'une formation de haut calibre. Comme on l'a vu récemment en Alberta avec les incendies à Fort McMurray, une catastrophe d'envergure taxe considérablement les organismes chargés de la protection des citoyens.

D'autres catastrophes non naturelles, comme l'écrasement d'un avion faisant de multiples victimes, malgré leur rareté, posent des difficultés considérables aux autorités locales. L'un des aspects d'une catastrophe d'envergure qui est peu souvent abordé, est la récupération des corps. Après l'intervention initiale, les équipes d'experts judiciaires sont déployées pour récupérer et identifier les restes humains et pour consigner les preuves criminelles éventuelles.

RÉCUPÉRATION DU CORPS DES VICTIMES

Si les spécialistes de l'identité judiciaire sont rompus à traiter avec des personnes décédées, composer avec les multiples victimes d'un incident pose des difficultés particulières. La formation administrée aux agents de l'identité judiciaire canadiens comprend un cours théorique de deux semaines au Collège canadien de police (CCP), mais ne prévoit pas de cours pratique. Cette lacune a été comblée l'été dernier avec la tenue d'un atelier pragmatique.

Des catastrophes d'envergure comme le tsunami survenu en Asie du Sud en 2004, le séisme en Haïti en 2010 et plus récemment, l'écrasement d'un Boeing 737 de la First Air dans l'Arctique canadien ont mis en lumière l'importance d'une préparation, d'une formation et d'une planification rehaussées pour les équipes d'experts judiciaires du pays.

Parmi les facteurs à prendre en considération, citons le matériel spécialisé. Avoir à sa disposition un grand véhicule motorisé pour poste de commandement peut être adéquat dans un environnement urbain, mais non dans un endroit isolé en forêt ou en montagne. Comme on l'a vu dans le passé, les écrasements d'avion surviennent souvent dans des endroits difficiles d'accès. Il sera utile pour les services des secteurs non urbains de disposer des grandes tentes pour servir de poste de commandement, ainsi que de génératrices et de divers éléments de matériel portatif.

La présence de particules atmosphériques de carbone et de fibre de verre issues du fuselage calciné des aéronefs récents figure parmi les plus graves dangers dans les sites

d'écrasement. Dépourvus de l'équipement de protection individuel approprié, les intervenants et les enquêteurs policiers s'exposent à des risques graves pour leur santé et leur sécurité.

Les experts de l'identité judiciaire nécessitent aussi une formation particulière pour traiter les incidents de ce genre. Depuis l'examen des lieux jusqu'à la gestion des restes humains, il faut établir des procédures et s'y exercer avant d'intervenir sur les lieux d'un incident réel.

Il y a plusieurs années, INTERPOL a constaté des écarts importants d'un État à l'autre dans les modalités de coordination et de traitement des décès par suite d'une catastrophe d'envergure. Afin d'uniformiser les procédures, on a adopté une politique relative à l'identification des victimes de catastrophes (IVC).

Afin d'étendre la connaissance de ces procédures et politiques parmi les services de police, de coroners et de médecins légistes au Canada, on a organisé le Southern Alberta Disaster Exercise (SADEX) en juin 2016. Il s'agissait d'un exercice pragmatique pour permettre aux experts judiciaires et aux enquêteurs chargés de la reconstitution des accidents de la route de traiter les lieux d'une catastrophe simulée ayant fait de multiples victimes.

L'exercice a réuni des services de police de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario. En outre, les Forces armées canadiennes ont envoyé une équipe d'odontologistes légistes afin d'acquérir et de communiquer les pratiques recommandées dans une catastrophe d'envergure. Comme c'est le cas dans tout incident causant la mort, le médecin légiste (et dans certaines provinces, le coroner) doit aussi intervenir, et on en a également invités lors de l'exercice.

Il s'agissait de rendre l'exercice réaliste pour qu'il soit le plus instructif possible. Les organisateurs ont donc recruté une société spécialisée dans les interventions d'urgence qui a fourni des prothèses, des accessoires et des conseils. Des acteurs jouant le rôle de survivants ont simulé des coupures sanguinolentes, des brûlures et des os cassés faisant saillie, et offert aux premiers intervenants un défi vraisemblable en matière de traitement médical.

Comme de tels incidents provoquent quelquefois des mutilations, un acteur ayant une jambe amputée a été invité parmi les victimes. Il portait une prothèse spéciale simulant une blessure grave.

Un mannequin représentant un bébé dirigé par télécommande sans fil activant les bras mécaniques et déclenchant des cris préenregistrés a été placé à l'intérieur d'une des deux voitures accidentées. Par souci de réalisme, on a aussi ajouté des intestins d'animaux et un cerveau de bovin à certains des mannequins. Pour intensifier les risques, on a fait brûler du foin dans des tambours métalliques autour des lieux de l'accident et détonner des munitions traumatisantes simulant des explosions violentes.

MISE EN SITUATION

Pour le premier volet de l'exercice, un avion de transport régional avec à son bord 10 passagers à destination de Calgary a subi une panne mécanique à l'approche de Lethbridge. L'appareil n'a jamais atteint l'aéroport et s'est finalement écrasé en percutant un autobus bondé et deux véhicules particuliers roulant sur une route locale. L'accident a fait huit morts (représentés par des mannequins vêtus) et 15 blessés (joués par des volontaires du Groupe des services aux victimes). Un témoin a composé le 911 et des pompiers ainsi que les SMU sont intervenus.

Le centre des opérations d'urgence de la ville a été activé afin de coordonner les mesures d'urgence. Une fois secourus et traités, les blessés ont été transportés par ambulance à l'urgence de l'hôpital afin que les autorités médicales puissent mettre à l'épreuve leurs capacités d'intervention dans un incident faisant un grand nombre de victimes.

Une fois les 15 blessés évacués, le second volet de l'exercice – la récupération du corps des victimes – a débuté. Une équipe d'enquêteurs de la police et de l'armée et de médecins légistes a été détachée sur les lieux pour procéder à l'expertise notamment en prenant des photos terrestres et aériennes, ainsi que des séquences vidéo.

Le corps des victimes (mannequins) a été transporté dans une morgue temporaire dans les abris gonflables que la GRC a érigés sur place pour procéder à des autopsies simulées. Les odontologistes légistes des Forces armées canadiennes se sont joints aux experts judiciaires de la police pour se familiariser avec leur rôle éventuel dans ce contexte civil et exercer leurs capacités opérationnelles dans une opération conjointe d'IVC.

La première journée, avant l'expertise, les experts judiciaires et les cadres observateurs se sont réunis dans une vaste tente où on leur a présenté un diaporama sur des catastrophes passées et un aperçu des procédures à suivre. Parmi les sujets abordés, citons l'équipement de protection individuelle approprié, le matériel et les effectifs requis, le manuel de la récupération des victimes, des conseils sur la gestion des quarts et la façon de remplir le formulaire d'autopsie d'INTERPOL. Par la suite, les participants ont été répartis en quatre équipes composées chacune de quatre experts judiciaires et d'un enquêteur chargé de la reconstitution des accidents de la route. Ils ont été ensuite dépêchés sur les lieux où ils ont dû procéder à l'expertise successive des véhicules.

Le second jour, le groupe a fouillé le site à pied pour consigner tout élément de preuve additionnel, comme des effets personnels (bagages et autres).

AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ D'INTERVENTION

L'exercice a permis à divers services de police et d'urgence d'intervenir conjointement sur le site d'un écrasement d'avion simulé. Pour accroître le réalisme des lieux, on a disposé le fuselage d'un avion de 19 passagers déclassé, un autobus et deux voitures accidentés ainsi que des débris épars; de même, le déploiement d'acteurs simulant des blessures graves a permis aux intervenants de vivre le stress inhérent à ce genre de situation.

Les membres du service des incendies et des SMU ont par la suite observé que l'exercice les avait sensibilisés aux exigences d'un incident faisant de multiples victimes. Les experts judiciaires quant à eux ont dit être mieux préparés après une telle séance.

Certains des services participants ont depuis pris des mesures pour rehausser leurs capacités d'intervention en faisant l'acquisition d'un nouvel EPI et en se sensibilisant aux procédures d'intervention et de gestion des victimes. Lors d'un compte rendu ultérieur, on a relevé les lacunes de la part du centre des opérations d'urgence, de la police, des pompiers, des SMU et des hôpitaux, afin de les corriger pour mieux traiter tout incident similaire à l'avenir. ■

Le cap. Jack Neri est un spécialiste de l'identité judiciaire de la GRC en Alberta. Il a été affecté lors de nombreuses catastrophes d'envergure, dont l'écrasement du Boeing 737 de la First Air dans l'Arctique canadien en 2011.

« MIEUX PRÉPARÉS QUE LA VEILLE »

UNE PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE QUI TOMBE À PIC

par Amelia Thatcher

Le cap. Martin Reed cogne à la porte d'une résidence à Chateh (Alb.). Le policier de la GRC explique qu'un oléoduc vient d'éclater, qu'une évacuation s'impose pour toute la communauté et que la famille a cinq minutes pour faire ses bagages.

Semblables évacuations ne sont pas rares dans les réserves du nord de l'Alberta, mais dans ce cas-ci, c'était un peu différent : la situation d'urgence était planifiée, et les évacués, volontaires.

Mené en février 2016 dans l'une des trois réserves situées sur le territoire Dene Tha, cet exercice en cas de sinistre, coordonné par la Première nation Dene Tha' et l'Agence de gestion des urgences de l'Alberta, était le premier du genre pour une Première nation de l'Alberta.

« À chaque saison ses catastrophes, déclare Andrea Godin, directrice adjointe de la gestion des urgences pour la communauté. Nous avons des inondations au printemps, des feux de forêt en été, et les oléoducs et puits de pétrole à proximité nous obligent à être prêts à évacuer en cas de sinistre. »

Située à 800 km au nord-ouest d'Edmonton, Chateh a connu plusieurs inondations et feux de forêt ces dernières années. Ses habitants ont déjà eu à évacuer, mais jamais ils n'ont suivi de plan structuré.

« Jusqu'ici, personne n'avait de rôle défini, et on n'avait jamais simulé d'évacuation, précise M^me^ Godin. Lorsque chacun s'arrête pour poser des questions, ça n'évacue pas vite. Or la rapidité est vitale en situation d'urgence. »

Afin d'améliorer l'état de préparation de la communauté, l'équipe de gestion des urgences de Dene Tha' a approché l'agent des Premières nations Winston Delorme, de l'Agence de gestion des urgences de l'Alberta. Ensemble, ils ont établi un plan en cas de sinistre et un organigramme de délégations donnant aux représentants de la communauté un rôle précis à jouer en cas d'urgence.

M. Delorme a ensuite dirigé une semaine de formation en gestion des urgences à l'intention de toutes les parties concernées, dont le conseil de bande, les responsables locaux, la GRC, les services de santé et d'incendie, les entreprises de transport et les sociétés pétrolières. L'exercice d'évacuation constituait le dernier volet de la formation.

Andrea Godin, Première nation Dene Tha'

L'équipe de gestion des urgences de la Première nation Dene Tha' répond aux questions des résidents après qu'une inondation eut forcé l'évacuation des membres de la communauté.

« Ça a permis à tous les intervenants de se rencontrer et de comprendre le rôle de chacun, souligne M^me^ Godin. On a désormais un plan concret à suivre. Finie la confusion, finies la frustration et la colère. »

UNE PLANIFICATION QUI VIENT À POINT NOMMÉ

Quelques mois plus tard, la communauté – et son nouveau plan d'urgence – a été mise à l'épreuve. En juin, de fortes pluies ont fait monter le niveau du Sousa Creek, près de Chateh. Plusieurs billots formaient barrage et faisaient déborder le cours d'eau sur ses rives.

Quelques heures plus tard, les routes étaient inondées, et une réunion des chefs de la Première nation a été convoquée. M. Delorme, qui travaille auprès de 17 autres communautés, a été joint par téléphone. On lui a demandé s'il fallait activer le plan des mesures d'urgence.

« J'ai répondu "oui, à vous de jouer!", raconte M. Delorme. La nature de l'urgence était différente, mais la procédure d'évacuation restait la même. »

M. Delorme explique que son but est de rendre autonomes les communautés comme celle de Chateh, de sorte qu'elles puissent assurer la sécurité de leurs membres en cas de catastrophe.

« L'exercice d'évacuation s'est révélé très utile, car je n'ai pas eu à me rendre sur place tout de suite, constate-t-il. Je n'ai pas eu à leur dire comment procéder : tout le monde savait déjà ce qu'il avait à faire. Ma participation se limitait à un rôle de soutien. »

Le conseil de bande a décrété l'état d'urgence à l'échelle locale et mis le plan à exécution. La GRC a cogné aux portes pour faire évacuer les résidents, des barrages routiers ont été érigés pour réduire la circulation et bloquer l'accès aux zones inondées, et l'école locale a été aménagée pour recevoir les évacués.

L'inondation a jeté 120 à 140 résidents hors de chez eux. Ceux-ci sont demeurés à l'école durant dix jours, où ils recevaient de la nourriture et des nouvelles régulières sur l'état de la situation.

Selon le cap. Reed, il est important que les policiers apprennent à connaître les membres de la communauté avant que survienne une catastrophe, car ils peuvent ainsi plus aisément assurer une évacuation bien ordonnée et, par la suite, aider les résidents à garder leur calme.

« Qui est affecté dans une petite communauté isolée doit aller à la rencontre des gens et prendre part aux réunions du conseil, affirme-t-il. C'est comme ça que la confiance s'établit, si bien qu'en cas de sinistre, on sait à qui on a affaire et quelle est la meilleure façon d'aider. »

M. Delorme se dit heureux de voir que depuis l'inondation à Chateh en juin dernier, de plus en plus de communautés se soucient de planification en cas d'urgence.

« Ils dressent des plans et se réunissent de leur propre initiative, déclare-t-il. Ils ont vu ce qui pourrait leur arriver et veulent être mieux préparés qu'ils ne l'étaient la veille. » ■

LAISSÉS DERRIÈRE

LA NÉCESSITÉ D'UN PLAN D'INTERVENTION POUR LES ANIMAUX

par Deidre Seiden

À peine quelques jours après que les feux de forêt aient mené à l'évacuation de Fort McMurray, en Alberta, un camion tirant une remorque à chevaux s'est arrêté à un barrage routier gardé par des agents de la GRC. Deux hommes sont sortis du camion pour aller parler avec les policiers.

Le sergent Jack Poitras, agent des relations avec les médias de la GRC, a entendu la conversation. Les hommes venaient chercher un cheval qui avait été laissé derrière. Or, pour des raisons de sécurité, personne n'avait l'autorisation de rentrer dans la ville sans escorte policière.

Ce matin-là, lors d'une séance d'information, le serg. Poitras avait appris que les policiers devaient, dans la mesure du possible, aider à secourir les animaux abandonnés. Voilà donc une occasion d'aider qui se présentait.

Le serg. Poitras a retenu son partenaire et lui a dit : « George, nous avons une mission. Si personne d'autre ne peut aider ces hommes à secourir le cheval, nous allons le faire. »

Le cheval avait déjà été déplacé. Secouru dans une étable incendiée où il avait été trouvé debout sur un amas de cendres, le cheval avait été transporté dans une cour au centre-ville, où l'on croyait qu'il serait en sécurité. Cependant, le feu se propageait rapidement et les propriétaires du cheval étaient inquiets.

Le serg. Poitras a donc escorté les hommes, qui ont pu faire monter le cheval dans la remorque. Il les a ensuite accompagnés jusqu'à la sortie de la ville, pour assurer leur sécurité. « On nous a dit que l'enfant à qui appartenait le cheval était extrêmement heureux », a raconté le serg. Poitras.

FUIR LA VILLE

Plus d'un millier d'animaux et d'animaux d'élevage ont été laissés derrière lorsque leurs propriétaires ont dû rapidement évacuer la ville, sans avoir d'abord l'occasion de se rendre à la maison, dans de nombreux cas.

« Des groupes non officiels de bénévoles exerçaient beaucoup de pression pour retourner à Fort McMurray, croyant qu'on ne faisait rien pour aider les animaux, ce qui n'était pas le cas », a affirmé Roland Lines, gestionnaire des communications à l'Alberta Society for the Prevention of Cruelty to Animals (SPCA).

Le soin des animaux à Fort McMurray était la responsabilité de la Municipalité régionale de Wood Buffalo (MRWB). La situation devenant rapidement de plus en plus urgente, la MRWB a vite constaté qu'elle devait trouver les animaux abandonnés et en prendre soin.

Dans les deux jours suivant l'évacuation de la population, la MRWB a mis en place un système sur son site Web, où les évacués pouvaient signaler tout animal devant être secouru. Le formulaire en ligne permettait également à la MRWB d'entrer dans les maisons pour secourir les animaux.

« L'information a été communiquée par les médias sociaux et s'est répandue par le bouche à oreille, a expliqué Matt Lowther, sergent administrateur à la municipalité. En un très court laps de temps, nous avons reçu beaucoup d'information sur des animaux à secourir. »

La municipalité comptait sur environ 25 employés ainsi que sur des bénévoles de groupes de sauvetage officiels, comme la SPCA de l'Alberta, à qui la MRWB a demandé de l'aide. « Le simple fait de s'organiser constituait en soi toute une épreuve, a affirmé le serg. Rich Walkinshaw, des Services des règlements municipaux de la MRWB. On ne se rend pas compte du nombre d'animaux que comprend une collectivité jusqu'à ce que l'on ait à entreprendre une tâche pareille. Nous sommes devenus une grosse entreprise de sauvetage d'animaux. »

En tout, plus de 1 200 animaux ont été secourus et évacués, et des soins sur place ont été prodigués à quelque 250 autres, principalement des poissons et des reptiles. La majorité des animaux évacués étaient envoyés dans un entrepôt établi à Edmonton qui était géré par la SPCA de l'Alberta. C'est à cet endroit que les propriétaires et les animaux étaient réunis.

PLANIFIER EN VUE DE L'AVENIR

En tout, seulement 25 des animaux signalés n'ont pu être secourus. Cet incident, ainsi que les feux de forêt à Slave Lake en 2011 et l'inondation à High River en 2013 confirment malgré tout le besoin pour les municipalités de mettre en place un plan d'urgence pour les animaux.

« Toutes les municipalités ont des plans d'urgence, mais personne n'a vraiment pensé aux animaux, a dit M. Lowther. Ce qui s'est passé nous a vraiment fait prendre conscience qu'il fallait établir un plan. »

La MRWB, la SPCA de l'Alberta et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural de l'Alberta tiennent actuellement des discussions préliminaires avec la province sur l'élaboration d'une trousse de mesures d'urgence visant les animaux. Les municipalités albertaines auront le choix d'adopter ou non ces mesures. La trousse touchera plusieurs secteurs, dont les communications, les transports, la réunification, la gestion des données et les interactions avec les médias.

Cela pourrait donc signifier qu'à l'avenir, les collectivités seront mieux préparées pour s'occuper des animaux. Cela favorisera également la réussite des efforts de sauvetage.

« Les gens aiment profondément leurs animaux, a expliqué M. Lowther. Il importe d'avoir un plan établi et que chaque personne mette en place son propre plan pour s'assurer que ses animaux seront en sécurité. En cas d'urgence, cependant, si des personnes ne peuvent prendre soin de leurs animaux, elles sauront que les services d'urgence veilleront sur eux. » ■

Chris Schwarz, gouvernement de l'Alberta

Des agents de la GRC s'assurent du bien-être de deux chevaux sur une propriété à Fort McMurray. Durant les feux de forêt, lorsqu'ils le pouvaient, les policiers ont secouru des animaux abandonnés.

Marnie Peters

Cet exercice pragmatique mené dans une collectivité du Nord illustre la nécessité pour la police et les autres intervenants d'élaborer des plans d'intervention qui tiennent compte de tous les membres de la collectivité.

LES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES

VOTRE PLAN DE MESURES D'URGENCE EST-IL ADAPTÉ À TOUS LES BESOINS?

par Marnie Peters, conseillère en accessibilité et gestionnaire de projets, Alliance mondiale sur les technologies et environnements accessibles, Ottawa

L'un des principaux atouts à la disposition des premiers intervenants est l'esprit communautaire qui prévaut dans tous les villages et toutes les villes du pays, atout qui peut et doit être mis à profit dans la préparation aux situations d'urgence et les interventions en la matière.

Les réseaux informels souvent déjà en place sont utiles pour la police. Par leur intermédiaire, les responsables communautaires, entre autres, peuvent aider à déterminer les segments de population vulnérables et leurs besoins particuliers dans une situation de crise.

Les personnes handicapées et vulnérables pourraient nécessiter plus de temps et des moyens de rechange pour communiquer, ou une aide particulière pour se déplacer durant une situation d'urgence. Elles sont le mieux placées pour dire aux intervenants le genre d'aide nécessaire.

PRÉPARATION DE L'ORGANISATION

Afin que tous aient accès à l'information voulue pour prendre des décisions éclairées, on doit tenir compte des besoins et des capacités de tous les résidents dans les mesures de préparation, de communication et d'intervention. L'exploitation de modes de communication diversifiés permet de réduire la dépendance à une méthode unique afin de diffuser le message avec le plus d'efficacité possible.

Les policiers et d'autres premiers intervenants, ainsi que les gouvernements régionaux et les organisations de gestion des mesures d'urgence, devraient consulter au préalable les groupes de personnes handicapées, les fournisseurs de soins de santé à domicile et autres afin d'élaborer des plans de communication et d'intervention. Ainsi, on aura une meilleure idée de l'étendue des groupes de personnes vulnérables et on sera mieux à même d'établir les ressources d'intervention officielles et informelles disponibles dans toute localité.

FAVORISER L'AUTONOMIE

On devrait encourager tous les membres d'une localité, avec ou sans handicap, à se préparer à une situation d'urgence. Chez les personnes handicapées, les besoins peuvent varier grandement, et elles peuvent ne pas être au courant des stratégies pertinentes ou des services et ressources à leur disposition.

Il existe de la documentation et des guides de préparation aux situations de crise nationaux, provinciaux et territoriaux qui expliquent aux personnes handicapées les mesures et les stratégies à déployer au cours des différentes phases d'une situation de crise. Sachez où aiguiller les gens avant même qu'une crise soit déclarée.

De plus, on trouve diverses applications pour téléphones intelligents qui peuvent être utiles. Pour les personnes souffrant d'une déficience visuelle ou auditive, des outils peuvent rendre l'information plus accessible, comme les applis permettant à un téléphone intelligent de convertir la parole en texte. L'assistant mobile Dragon, par exemple, permet de convertir la parole en texte, puis de sauvegarder celui ci dans le téléphone, ou de l'envoyer dans un texto ou un courriel. De même, de nombreuses applis de relais IP peuvent récupérer et transmettre un message écrit sous forme vocale.

DIFFUSION DE MESSAGES

La communication est un élément vital de la préparation aux situations de crise et des interventions subséquentes. Faire en sorte que tous disposent des renseignements nécessaires pour se préparer et réagir à une situation d'urgence peut devenir une question de vie ou de mort.

Pour les personnes handicapées, obte-

nir l'information pertinente peut être un obstacle important, même lorsque tous les modes traditionnels et systèmes de communication fonctionnent. Malheureusement, leurs besoins particuliers en matière de communication ne sont pas toujours pris en compte dans les interventions d'urgence.

Les personnes sourdes ou malentendantes ne peuvent entendre les alertes données à la radio ou à la télévision, les sirènes et autres moyens sonores. Pour les personnes aveugles ou à vision partielle, les signaux visuels tels que gyrophares ou messages déroulant à la télévision ou sur les panneaux indicateurs ne seront d'aucune utilité.

Pour nombre de collectivités isolées, notamment dans le Nord, la radio est le principal média dont se servent les résidents. Comme la programmation télévisuelle est souvent établie dans le Sud, nombre de localités dans les territoires et le Nord des provinces comptent sur leur station de radio locale pour s'informer. On doit veiller à établir une liaison avec les intervenants pertinents. Ce seront eux qui vous assisteront en cas d'urgence.

Les grandes organisations de premiers intervenants évaluent encore la meilleure façon d'exploiter les médias sociaux, devenus l'un des principaux modes que les gens utilisent pour obtenir de l'information, communiquer avec proches et amis et, dans certains cas, obtenir de l'aide en situation de crise. De fait, un tiers des Canadiens disent privilégier les médias électroniques pour s'informer en situation d'urgence. Twitter, Facebook et YouTube (entre autres services Web) devraient figurer en tête de liste des outils de gestion des situations d'urgence.

PRODUCTION D'AFFICHES ET DE MESSAGES

La police et autres intervenants devraient produire et maintenir une bibliothèque de messages d'urgence en divers formats accessibles, par pictogrammes, en gros caractères et en braille. Lors d'une situation de crise, on n'aura pas le temps de produire de tels messages. En les préparant à l'avance, on s'assurera de joindre tous les résidents de manière rapide et efficace. Par exemple, une fiche d'une page composée de six illustrations simples permettra de leur transmettre un avis d'évacuation et de les renseigner sur les refuges disponibles.

Des messages écrits peuvent être affichés dans des lieux publics, où ils seront facilement perçus et compris. On pourra les modifier et les actualiser au besoin, et ils constitueront un point de rassemblement pour les citoyens, par exemple dans un stade, une école ou une église.

Les messages devraient être rédigés clairement en langage simple, dans les langues pertinentes, en gros caractères et à l'aide de polices linéales (sans ornements : Arial, Verdana, Calibri). Le texte devrait être de teinte contrastante avec le fond. Envisager le recours à des pictogrammes au lieu de texte.

CONSEILS DANS UNE SITUATION DE CRISE

Il importe pour le policier de connaître le meilleur moyen d'aider une personne handicapée afin d'assurer la sécurité de toutes les parties en cause avec délicatesse et respect. Quelques points à considérer :

- Faire preuve de patience et rester calme.
- Ne donner qu'un élément d'information à la fois.
- Être prêt à utiliser un mode de communication de rechange.
- Demander la permission avant d'offrir son assistance.
- Laisser la personne vous guider.

Les messages écrits ne sont pas visibles pour les personnes aveugles ou ayant une déficience visuelle, et ne devraient donc jamais constituer l'unique mode de communication. Les technologies nouvelles permettent de traduire rapidement des documents en fichiers MP3 ou en braille, qu'on peut ensuite lire facilement avec un appareil personnel.

Un système de sonorisation permet de communiquer des messages sonores. Dans la mesure du possible, les messages vidéo, qui peuvent comprendre des sous-titres ou le langage gestuel, permettent de communiquer avec le plus grand nombre.

Rappelons qu'il n'y a pas de méthode universelle. Les besoins et la situation de la population, ainsi que la gravité et l'étendue de l'urgence dicteront la démarche à adopter. Le plus souvent, on recourra à un éventail de méthodes.

SAVOIR RECONNAÎTRE, RÉAGIR ET IMPROVISER

Les pratiques exemplaires en intervention d'urgence se fondent sur la capacité d'exploiter un éventail de moyens de communication, à la fois avancées ou simples sur le plan de la technologie.

Scénario : Au moment du porte-à-porte dans un quartier pour donner l'ordre d'évacuation à l'approche d'un feu de forêt, un résident vous ouvre et celui-ci ne comprend manifestement pas votre message. La personne pourrait être sourde, malentendante ou ne pas parler votre langue, vous n'en êtes pas sûr. Et le temps presse.

Peu importe la langue utilisée, la parole n'est pas toujours le meilleur moyen de communiquer. Il vous faut réfléchir rapidement – nous avons tous joué aux charades à un moment ou l'autre. Lorsque nous voyageons à l'étranger dans un pays dont nous ne connaissons pas la langue, le langage corporel et la gestuelle sont souvent nos seuls moyens de communication. Utilisez donc le langage du corps et un langage gestuel improvisé pour transmettre votre message.

Presque tous les gens aujourd'hui ont sur eux un téléphone intelligent personnel ou pour le travail. Vous pouvez taper un court message à l'aide de la fonction note ou de clavardage et montrer votre écran pour le faire lire. Ce recours à la technologie actuelle est le moyen le plus simple et le plus rapide d'établir un dialogue si vous pensez que votre interlocuteur est sourd ou malentendant.

Lors d'une situation d'urgence, il s'agit avant tout de transmettre votre message le plus rapidement possible à votre interlocuteur. En tant que premier intervenant, votre capacité de vous adapter et d'improviser est la clé pour communiquer et favoriser un heureux dénouement pour toutes les parties concernées. ■

Le présent article est fondé sur la documentation élaborée dans le cadre du projet Sur un terrain glissant, *financé par le Programme de partenariats pour le développement social du gouvernement fédéral et géré par l'Alliance mondiale sur les technologies et environnements accessibles.*

Service de police de Calgary

Durant les inondations de Calgary en 2013, les plateformes de communication interne et externe ont beaucoup contribué à informer le public et les policiers de l'évolution de la situation.

LA COMMUNICATION DURANT UNE CATASTROPHE

LE CAS DES INONDATIONS À CALGARY

Par l'agent Mark Smith, équipe des communications numériques, Service de police de Calgary

En juin 2013, la ville de Calgary et une grande partie du sud de l'Alberta ont été frappées par une des pires inondations à survenir en plus de 100 ans. Plusieurs localités ont été dévastées par les eaux, forçant l'évacuation de milliers de personnes. Comme dans toute catastrophe, la priorité consistait à préserver la vie et la capacité de communiquer en temps réel s'est révélée salutaire dans ces circonstances.

Alors que les réseaux contribuaient à diffuser des mises à jour aux citoyens affolés par la rapide montée des eaux, de nombreuses rumeurs et fausses informations ont fait leur apparition. Afin d'y remédier, des services municipaux se sont tournés vers les réseaux sociaux pour tenter de répondre aux nombreuses questions de la population et fournir de l'information exacte.

Présent sur les réseaux sociaux depuis 2010, le Service de police de Calgary (SPC) comptait déjà 20 000 abonnés Twitter et 10 000 sur Facebook au début de 2013. À l'origine, l'idée était d'utiliser ce médium pour diffuser des messages de prévention criminelle et engager le dialogue avec les communautés locales présentes en ligne. Pour ce faire, le SPC avait confié à deux policiers le rôle d'agent des communications numériques (ils sont trois en 2017).

À la même époque, le corps policier a mis sur pied un portail de communications internes pour informer ses membres des incidents en cours et leur communiquer d'autres renseignements pertinents, ainsi qu'une plateforme de nouvelles où sont publiés les communiqués. Durant les inondations à Calgary, ces deux supports de communication, interne et externe, ont joué un rôle déterminant dans la diffusion d'information au public et aux policiers.

La première communication faite par le SPC sur les inondations répondait à une demande du Détachement de la GRC de High River. Dans cette ville submergée par les eaux, les voies de communication étaient paralysées et il fallait à tout prix évacuer la population. La GRC a alors pris contact avec l'équipe des communications du SPC et fait appel au public sur les réseaux sociaux afin de trouver des chargeuses frontales, des bateaux à moteur et autre matériel de sauvetage.

Ces premiers messages ont été vus par un demi-million de personnes, témoignant de la puissance de ce nouvel outil. En l'espace d'une semaine, le SPC doublait son audience sur les réseaux. Peu après, l'inondation a forcé le transfert de l'équipe des communications vers le centre des opérations du QG de la police.

COMMUNICATION BIDIRECTIONNELLE ET RAPIDE

Lorsque les eaux ont atteint Calgary, les demandes de renseignements ont commencé à affluer en ligne. Or, la direction avait instruit les équipes de communications de ne diffuser aucune information sans son approbation. Le temps qu'une question soit acheminée à la direction et que celle-ci fasse connaître sa réponse, l'information était déjà obsolète. On a donc fait pression sur la direction pour qu'elle autorise l'échange d'information dans les deux sens. Ce fut un tournant décisif : on était alors en mesure de rassurer le public en répondant rapidement à ses questions.

Un moment, le compte Twitter du SPC a bloqué. Cela survient lorsqu'un nombre trop élevé de messages sont envoyés d'un compte. Heureusement, il a pu être rétabli dans l'heure avec l'aide de la communauté de Calgary et le soutien de Twitter.

Le SPC a également fait appel à ses employés civils pour répondre aux nombreuses questions en ligne. Les personnes choisies avaient déjà reçu une formation de base sur les réseaux sociaux en prévision de scénarios catastrophes. À chaque instant, il y avait au

moins un agent des réseaux sociaux en poste au centre des opérations de police afin de diffuser l'information vitale 24 heures sur 24.

Pour maintenir cette couverture, les agents des communications numériques ont commencé à effectuer des quarts de travail modifiés, qui duraient souvent jusqu'à 19 heures. À leurs côtés se trouvaient les agents de liaison du SPC, qui travaillaient de près avec les médias et ont pris l'initiative de diffuser des mises à jour sur la plateforme de communication interne. En travaillant ainsi de concert, les deux équipes ont pu diffuser, à l'interne comme à l'externe, des messages concis et précis.

C'est grâce aux listes de diffusion par courriel que le personnel des communications a pu recevoir des mises à jour, à chaque heure pleine, des différents services municipaux (police, incendie, eaux et voirie). Parallèlement, le centre des opérations d'urgence utilisait un outil de cartographie des urgences en temps réel auquel le personnel des communications avait également accès. On pouvait y voir les routes fermées ou inondées, les communautés bloquées par les eaux et d'autres données importantes en lien avec la catastrophe et ainsi répondre rapidement et de manière précise aux questions du public.

Les réseaux sociaux sont vite devenus la source d'information pour la population. Durant les deux premiers jours de la crise, le SPC a reçu 7 060 questions sur son compte Twitter et plus de 35 000 à la fin de la semaine. Comme il était impossible de répondre individuellement à chacun, on a utilisé certaines fonctionnalités pour diffuser le plus largement possible certains messages et ainsi répondre à plusieurs personnes à la fois.

SE PRÉPARER À LA PROCHAINE CATASTROPHE

Les inondations de Calgary ont permis de tirer des leçons en matière de communications internes et internes. Avant la catastrophe, le SPC n'avait pas de système de rappel au travail et a donc peiné à joindre ses policiers pour obtenir des renforts. Depuis, tous ont un téléphone professionnel et sont inscrits sur une liste de rappel en cas de catastrophe.

Dès le début des inondations, on a aussi réalisé que le matériel de TI installé dans le centre des opérations de police n'était pas compatible avec les différents réseaux sociaux et il a fallu rapidement le mettre à jour. Le problème a vite été résolu, mais chaque organisation devrait constamment vérifier et mettre à jour son équipement pour éviter ce type de situation.

Autre leçon apprise : ne pas museler le personnel des communications durant une catastrophe. Il faut absolument être à l'écoute de la communauté et lui répondre, surtout dans les premières heures de la crise. Souvent, elle veut juste être entendue et il suffit de lui dire « nous ne savons pas, mais nous ferons une mise à jour prochainement » pour la rassurer. De cette manière, les citoyens et les médias savent où trouver de l'information exacte, fiable et en temps réel.

Tous les organismes d'intervention d'urgence doivent saisir l'importance de fournir en temps réel des renseignements exacts par le biais des réseaux sociaux. Le personnel doit avoir reçu la formation nécessaire et l'organisation doit être présente sur les réseaux sociaux avant même qu'une catastrophe ne survienne. C'est capital pour que le public sache sur quels canaux officiels il peut compter en situation de crise. Cependant, cela suppose un certain degré de responsabilité, surtout de la part des services de police.

Les organisations doivent réfléchir à plusieurs questions : leurs comptes seront-ils surveillés en permanence (24 h sur 24)? Quelle est leur responsabilité sur le plan légal si un danger survenait et qu'aucune mesure n'était prise? Comment former les préposés aux réseaux sociaux et quelles restrictions imposer?

Elles doivent également décider du nombre de comptes de réseaux sociaux dont elles ont besoin et qu'elles sont en mesure de gérer. La formation est déterminante pour assurer une présence réussie sur les réseaux sociaux. Les membres doivent suivre de près les changements apportés aux plateformes de réseaux sociaux et il faudrait former d'autres employés à leur utilisation pour qu'ils puissent fournir de l'aide en cas de catastrophe.

En janvier 2017, le SPC compte plus de 160 000 abonnés Twitter et 85 000 sur Facebook. C'est un bond considérable par rapport aux chiffres antérieurs aux inondations et il faudra en tenir compte en cas de nouvelle catastrophe. Par mesure de précaution, le SPC a officiellement validé tous ses comptes des réseaux sociaux et mis en œuvre un plan de communications en ligne. On continue de former du personnel additionnel à l'utilisation des réseaux sociaux et de mettre continuellement à jour le matériel.

Le SPC utilise aussi de nouveaux outils offerts par les réseaux sociaux, comme les groupes de surveillance communautaire et de quartier sur Facebook. Souvent créés par des citoyens, ces groupes servent à partager de l'information sur un secteur géographique précis. Actuellement, le personnel des communications numériques du SPC participe activement à une cinquantaine de groupes de ce type. Cela a permis d'accroître la sensibilisation communautaire et le partage d'information. Si une autre catastrophe devait survenir, la population se tournerait massivement vers ces groupes pour suivre l'évolution de la situation.

On le voit, lorsque bien utilisés, les réseaux sociaux sont de précieux auxiliaires de communication. C'est pourquoi les corps policiers devraient y être présents, idéalement bien avant la prochaine catastrophe. ■

Lorsqu'une organisation est présente en ligne avant une catastrophe comme les inondations à Calgary, le public sait vers quels canaux officiels se tourner en cas d'incident.

Service de police de Calgary

EXERCICE DE CONSCIENTISATION

PRÉPARER LES EMPLOYÉS DE LA GRC AUX MENACES ACTIVES

par Amelia Thatcher

Sans se faire remarquer, un homme approche du bâtiment qui abrite les Délits commerciaux de la GRC à Montréal. Il entre par une porte arrière laissée ouverte, et ouvre le feu.

« De nos jours, la police est une cible, affirme le cap. William Demeau, enquêteur aux Délits commerciaux. Il faut être prêt à tout. »

Le simulacre de fusillade était en fait un exercice pour améliorer la réaction des employés en situation d'urgence. C'est l'une des nouvelles mesures prises par la GRC au Québec afin de préparer ses gens à une nouvelle réalité : des tireurs actifs ciblent des policiers.

« Avant, on élaborait des procédures "au cas", explique François Viens, coordonnateur du soutien opérationnel à la tête du projet. C'est maintenant un besoin. Il y a de plus en plus de tireurs actifs. »

Julie Lafrenière, GRC

La GRC au Québec forme ses employés à réagir à une menace active au moyen d'un guide en ligne de mesures préventives, d'une vidéo de sensibilisation et d'exercices pratiques.

SENSIBILISER LES EMPLOYÉS

On s'en est pris déjà à la police et à l'armée au Canada. En 2014, un suspect à bord d'un véhicule a foncé sur deux militaires à Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec, ôtant la vie à l'un d'eux. Quelques jours plus tard, un agresseur a tiré sur un soldat canadien devant le monument aux morts à Ottawa, avant de semer le chaos sur la colline du Parlement.

C'est ce qui a amené la GRC au Québec à confier à M. Viens la préparation de tous les employés, policiers et civils, à un possible attentat dans leur lieu de travail.

Il a préparé et mis en ligne un *Guide des mesures préventives en cas de menace active*. Les employés civils, policiers et employés de la sécurité de l'édifice et du centre de commandement opérationnel y trouvent des directives détaillées à suivre dès les premières minutes de l'incident comportant une menace active.

« Quand dans un immeuble, on a 200 policiers qui peuvent intervenir, ça ne se passe pas comme dans un centre commercial ou un aéroport, où l'on trouve surtout des civils, déclare-t-il. Nous essayons d'outiller au mieux nos gens pour intervenir dans notre milieu de travail. »

Afin d'éveiller l'intérêt des employés, de les mobiliser et de leur montrer comment réagir, on a aussi produit une vidéo de cinq minutes qui met en scène un tireur actif dans un quartier général de police.

« Nous voulions un outil convainquant, dit-il. La vidéo montre ce que les employés doivent faire. Ce n'est pas une vidéo tactique, elle s'adresse à tout le monde à la GRC. »

Aux détachements qui souhaitent pousser plus loin la préparation, M. Viens offre avec le cap. Alain Benjamin et le serg. Jean Dion, du Groupe tactique d'intervention, des exercices de confinement semblables à celui tenu aux Délits commerciaux à Montréal. Avec l'adhésion et le soutien des détachements, ils visitent tous les immeubles de la GRC de la province afin d'évaluer leurs procédures en cas de menace active.

« Nous pouvons adapter notre plan à la réalité de chacun, précise le cap. Benjamin, que le détachement compte moins de monde ou surtout des civils, qu'il soit dans une grande ville ou dans un village... Nous nous adaptons. »

QUESTION DE CONFIANCE

Avant de tenir l'exercice aux Délits commerciaux, M. Viens et le cap. Benjamin ont montré la vidéo à tout le personnel. Puis ils ont fait venir de Québec l'équipe de formateurs de la GRC afin que tous les policiers de l'édifice aient la formation la plus récente en matière de déploiement rapide pour action immédiate (DRAI).

Le jour de la simulation, les membres du Groupe tactique d'intervention et du Groupe des interventions médicales d'urgence ont aidé les employés et répondu à leurs questions. On a bouclé le périmètre et on s'est assuré qu'il n'y avait sur place aucune munition à charge vive.

« Nous ne savions pas quel serait l'incident, ni d'où il viendrait, assure le cap. Demeau, qui a participé à l'exercice. Nous avons réagi, c'est tout. »

En entendant les coups de feu, le cap. Demeau et trois autres policiers ont mis en pratique leurs techniques de DRAI et foncé vers la menace. Avant qu'elle puisse aller plus loin, ils l'ont abattue.

« Pour beaucoup, c'était une révélation. Tout peut se passer très vite et il faut savoir quoi faire, insiste-t-il. Je crois qu'on comprend mieux maintenant ce que nous devons faire concrètement. »

L'exercice terminé, MM. Viens et Benjamin ont rencontré les employés et leur ont fait des recommandations pour améliorer leur réaction.

« On s'attend à ce que la police soit prête à tout, tout le temps, reconnaît le cap. Benjamin. Nous aidons nos gens à se préparer. Que ce soit pour un attentat terroriste ou un tireur actif agissant seul, nous devons avoir des procédures en place pour préserver la confiance du public. » ■

LA MATERNITÉ DE SUBSTITUTION

Pour bien des personnes et des couples sans enfants, le recours à une mère porteuse est l'un des seuls moyens d'assurer leur progéniture. Mais cette pratique en pleine croissance à l'échelle mondiale n'est pas régie par des normes internationales. Des questions de droit, d'éthique, de science et de politiques publiques poussent les États à adopter des positions divergentes sur un sujet controversé.

La maternité de substitution est un procédé par lequel une femme porte un enfant pour une autre femme : fécondation de l'ovule de la mère porteuse par la semence du partenaire de l'autre femme ou implantation dans son utérus de l'ovule fécondé de cette dernière.

La première fécondation in vitro (FIV) réussie remonte à 1978, ouvrant la voie à la très répandue pratique de gestation pour autrui, qui, depuis, connaît une forte croissance. Selon les estimations, la moitié des naissances qui en sont issues ont été enregistrées au cours des six dernières années.

Point de vue juridique, certains pays ont choisi de réglementer la pratique; d'autres, comme la Chine, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, ont décidé de l'interdire.

Le Canada, le Danemark, l'Irlande, Israël, les Pays-Bas et le Royaume-Uni autorisent la maternité de substitution à visée altruiste, c'est-à-dire que la mère porteuse n'est pas rémunérée pour ses services, mais se fait rembourser les frais liés à la grossesse.

Ici au pays, la *Loi sur la procréation assistée* (LPA) interdit de payer (en argent, en biens ou en services) une mère porteuse. En revanche, elle autorise le remboursement, sur présentation de reçus, des dépenses liées directement à la grossesse : vêtements de maternité, nourriture, déplacement aux rendez-vous de suivi et médicaments.

Quiconque enfreint la LPA est passible d'une amende maximale de 500 000 $ et d'un emprisonnement maximal de 10 ans, ou de l'une de ces peines.

Cette loi a été appliquée pour la première fois en février 2013. La GRC a accusé Leila Picard, du groupe Canadian Fertility Consultants, d'avoir acheté ou offert d'acheter du sperme ou des ovules et les services d'une mère porteuse, tout en ayant accepté de l'argent en contrepartie.

L'Inde, l'Ukraine, la Russie et certains États aux É.-U. ont commercialisé la pratique : la mère porteuse reçoit une rémunération contre ses services en plus du remboursement de ses dépenses.

Le recours aux mères porteuses à l'étranger, ou tourisme reproductif, est un sujet qui fait débat. Beaucoup pensent que dans certains pays pauvres, les mères porteuses sont exploitées et reçoivent une rémunération nettement inférieure à celle de leurs consœurs dans les pays développés. C'est pourquoi l'Inde a banni cette pratique en octobre 2015.

Aux É.-U., une gestation pour autrui réussie peut coûter jusqu'à 120 000 $, voire plus si plusieurs FIV sont nécessaires, contre environ 30 000 $ en Inde.

D'après le Bureau Permanent de La Haye, la pratique a affiché une croissance de 1 000 p. 100 dans le monde entre 2006 et 2010. Aujourd'hui, le marché mondial de la gestation pour autrui est évalué à 6 milliards de dollars américains.

La plupart des parents intentionnels sont des couples hétérosexuels mariés aux prises avec des problèmes d'infertilité, mais ce sont aussi parfois des couples homosexuels mariés ou non ainsi que des hommes et des femmes célibataires.

Les contrats de maternité de substitution précisent les droits des mères porteuses et des parents intentionnels. Habituellement, ils prévoient que la mère porteuse renonce à tous ses droits sur l'enfant à naître.

Aux É.-U., la *Surrogate Parenting Act* du Michigan ne reconnaît pas ces contrats : la mère de substitution a des droits solides concernant la garde de l'enfant. En Inde, par contre, ces contrats sont admis, ce qui rassure les parents potentiels.

Là où elles existent, les lois sur la maternité de substitution doivent se conformer à la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant* et à la *Convention de La Haye* sur l'adoption, portant toutes deux sur le devoir de protection de l'enfance contre l'enlèvement, la vente et le trafic.

— Rédigé par Amelia Thatcher

LIBRE ACCÈS

UN DISPOSITIF QUI FACILITE L'ENTRÉE DANS LES IMMEUBLES COLLECTIFS

par Deidre Seiden

Pour les premiers intervenants, essayer d'entrer dans un immeuble résidentiel dont la porte avant est verrouillée peut compromettre leur travail, surtout lorsque chaque seconde compte.

Souvent, appeler plusieurs occupants au moyen du système d'intercommunication dans l'espoir de se faire ouvrir ou forcer la porte, si la situation est urgente, est leur seule façon d'entrer.

« Ça nous vaut des critiques, mais c'est la nature d'une intervention d'urgence, affirme le cap. Kevin Krygier de la GRC à Richmond. On fait ce qu'on doit faire lorsque des vies sont en danger. »

Même rendus dans le hall, ils n'ont pas toujours accès aux escaliers, aux étages, au stationnement ou au toit. « Une porte verrouillée empêche les méchants comme les bons d'entrer », ajoute-t-il.

Convaincu qu'il y avait une solution, il s'est tourné vers des partenaires. Le service d'incendie de Richmond a offert son aide avec enthousiasme.

« Un service d'incendie comme partenaire est fantastique parce qu'il entre à tout coup pour sauver des vies, explique le cap. Krygier. Si c'était la police qui gérait le système, les gens pourraient penser qu'on les surveille. »

Le cap. Krygier et le chef adjoint des pompiers Kevin Gray ont tenté de trouver un moyen qui permettrait aux premiers intervenants d'entrer rapidement dans ces immeubles.

Une solution intelligente

Ils ont d'abord éliminé les méthodes peu efficaces utilisées dans le passé comme les clés, sachant qu'elles sont parfois égarées. « Quand ça arrive, c'est tout le système qui est à risque », souligne M. Gray.

En ayant à l'esprit ce qui ne fonctionne pas, ils ont dégagé plusieurs caractéristiques que devait avoir le nouveau programme et fouillé le marché à la recherche d'une technologie adéquate.

La solution devait fonctionner par empreintes digitales (application ou clé électronique) et permettre de savoir qui l'avait utilisée et quand.

Ils ont trouvé un coffre-fort à commande Bluetooth qui s'ouvre à l'aide d'une appli de téléphone intelligent et dans lequel les clés pourraient être gardées. Cette appli nécessite un code et peut être supprimée à distance advenant la perte du téléphone, pour une sécurité accrue.

De plus, chaque ouverture du coffre au moyen du téléphone génère une transaction envoyée à une base de données gérée par le service d'incendie.

Contrairement aux coffres traditionnels, fixés en applique au mur, ce coffre est encastré, ce qui le rend pratiquement impossible à ouvrir.

SÉCURITÉ ACCRUE

Armés d'un plan de projet, M. Gray et le cap. Krygier ont consulté la Condominium Home Owners Association de la C.-B. et la Ville de Richmond. Celles-ci ont toutes deux approuvé le projet, qui devrait être mis en œuvre plus tard cette année.

Le conseiller municipal Bill McNulty, président du City Community Safety Committee, l'appuie aussi pleinement. « La sécurité de la communauté, sous tous ses aspects, est notre priorité première, dit-il. Nous sommes prêts à tout faire pour améliorer la sécurité de nos résidents. Ce projet permettra aux premiers intervenants de porter assistance plus rapidement aux personnes en difficulté. »

Même si le projet sera dirigé par le service d'incendie de Richmond, ce sont les gestionnaires immobiliers qui devront acheter la technologie et la faire installer par des serruriers approuvés. Ils devront ensuite la faire enregistrer auprès du programme, signer le contrat avec le service d'incendie et permettre à celui-ci de se connecter à leur système de coffre-fort.

Pour l'heure, le programme est entièrement volontaire. « Sans forcer personne à l'adopter, nous allons en faire la promotion parce qu'il permet d'éviter des dommages aux immeubles et améliore la sécurité des occupants », explique le cap. Krygier.

La technologie facilite de bien des façons le travail des premiers intervenants, ajoute-t-il, et cette solution très simple en est un bon exemple. « Il s'agit simplement de s'informer, de collaborer avec nos partenaires et de tirer parti des outils à notre disposition pour le bénéfice de la communauté », conclut-il. ■

Dans les immeubles collectifs, les portes avant verrouillées peuvent empêcher les premiers intervenants d'aider les occupants. Des coffres-forts à commande Bluetooth permettront à la GRC et au service d'incendie de Richmond (C.-B.) d'intervenir plus rapidement.

Can. Kevin Krygier, GRC

UNE DÉTERMINATION À TOUTE ÉPREUVE

RÉSOUDRE DES ENQUÊTES GRÂCE AU BON SENS ET À LA COMMUNAUTÉ

Le serg. int. Raymond Payette est entré au Groupe des personnes disparues du Service de police de Vancouver il y a sept ans. Fort d'un taux de résolution de 99,99 %, il s'est forgé une réputation d'expert des enquêtes sur les personnes disparues au pays. Il s'est entretenu avec Deidre Seiden au sujet de son éthique de travail et de la motivation tirée de ses propres antécédents familiaux.

Service de police de Vancouver

Le serg. int. Raymond Payette attribue le taux de réussite du Groupe des personnes disparues du Service de police de Vancouver à sa détermination, à la franche communication entre ses membres et à ses liens étroits avec la collectivité.

VOUS ATTEIGNEZ UN TAUX DE RÉSOLUTION INCROYABLEMENT ÉLEVÉ. QUEL EST VOTRE SECRET?

Je suis un Canadien-Français trapu. Je ne sais pas courir vite. Je ne sais pas viser. Mais j'ai toujours eu à cœur d'assumer avec brio mon serment de servir les citoyens. Je suis comme un chien avec son os; je ne démords pas. Et c'est un peu ce que nous sommes dans mon service : des petits terriers intrépides. Nous n'abandonnons pas la partie. Nous sommes quatre membres déterminés. Et c'est notre atout. Un atout qui contribue grandement à notre taux de résolution élevé. Cela dit, nous ne retrouvons pas toujours nos sujets vivants.

QUELS SONT LES DÉFIS DANS VOTRE CRÉNEAU?

Un des défis est le volume. Tout le monde veut parler du dossier volumineux. Celui qui soudain mobilise 47 personnes; c'est bien, mais c'est aussi très rare. Nous avons ouvert 5 600 dossiers en 2016. Nous recevons de 15 à 16 nouveaux cas au quotidien. Chacun oublie les 14 ou 15 autres dossiers du jour. Mais ces familles s'inquiètent pour leur fils, pour leur mère, pour quelqu'un d'autre.

COMMENT FAITES-VOUS POUR TENIR LE RYTHME FACE À VOTRE CHARGE DE TRAVAIL?

Mon service compte des enquêteurs hors pair, mais ce sont avant tout des personnes hors pair. Notre travail nous tient à cœur. Nous discutons continuellement des dossiers, et c'est ce qui nous donne un tas d'idées à envisager. Nous échangeons nos points de vue et nos connaissances sans détour, mais sans jamais froisser personne.

Et nous savons trier les dossiers : les bons, les mauvais et les franchement mauvais. Je ne sais pas si nous comptons les meilleurs détectives au monde. Je ne suis certainement pas le meilleur détective au monde, ou même sur mon étage, mais notre capacité à trier les dossiers et à y jeter un regard critique, empreint de bon sens, fait que nous nous comparons favorablement à n'importe quel autre service au pays.

Enfin, nous travaillons étroitement avec la collectivité. Le quartier Downtown Eastside mobilise beaucoup les policiers, notamment pour les cas de disparition. Nous y avons de nombreux contacts. Nous avons travaillé sans relâche depuis mon arrivée ici pour nouer ces relations.

QUELS ASPECTS VOUS IMPORTENT LE PLUS?

Avant d'être policier, j'exploitais un restaurant; je souscris au service à la clientèle. Je peux dire que nous offrons un bon suivi à la clientèle. Si un dossier s'étend à long terme et que nous rencontrons la famille en personne, lorsqu'un drame survient, nous nous chargeons toujours d'aviser les proches parents. Quelques familles m'ont dit : « Nous ne voulons pas apprendre la mort de notre fils de la bouche d'un étranger. » Ils ne me connaissent pas vraiment. Ils m'ont rencontré il y a un mois parce que j'ai pris leur dossier en main; mais pendant ces quatre semaines, je suis pratiquement un membre de la famille.

QU'EST-CE QUI VOUS MOTIVE?

Il y a de nombreuses années, le frère de ma grand-mère a loué un voilier. On l'avait prévenu du mauvais temps, mais il est quand même sorti sur l'eau avec son ami. On ne les a jamais revus.

Lorsque j'étais enfant, nous avions un bateau. Chaque fois que nous allions sur l'eau, nous savions que ma grand-mère continuait de le chercher, même après toutes ces années. Elle comprenait que les probabilités de le retrouver étaient bien faibles, mais l'idée l'a tourmentée le reste de sa vie.

Les gens sont obnubilés par leur proche disparu. C'est le plus difficile pour une famille, et c'est ce que nous comprenons fort bien dans mon service : les gens ne peuvent pas tourner la page. Je vois cela comme un purgatoire. Ils ne peuvent pas vivre leur deuil, parce que ce faisant, ils se sentiraient coupables, car ils ne sont jamais sûrs que leur proche est véritablement mort. En même temps, ils ne peuvent pas passer à autre chose, parce qu'ils n'ont jamais de certitude.

Ils ne veulent pas apprendre une horrible nouvelle, mais ils veulent savoir ce qui est arrivé. C'est cette notion qui me motive au quotidien. ▪

RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES

Les extraits suivants d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi reflètent les points de vue et opinions des auteurs, mais pas nécessairement celles des organismes pour lesquels ils travaillent.

Textes réunis par Amelia Thatcher

MISE EN ŒUVRE DU MODÈLE CARREFOUR PAR LA NATION CRIE DE SAMSON

par Chad Nilson

En 2012, la Nation crie de Samson (Alberta) a, en partenariat avec le Détachement de la GRC de Maskwacis, mis en service le modèle carrefour d'intervention conjointe axée sur les risques afin d'enrayer la criminalité, la violence, les incendies volontaires et les problèmes de dépendance et d'absentéisme que connaît la communauté. D'après ce modèle, des fournisseurs de services de divers secteurs se réunissent une fois par semaine ou plus pour échanger certaines informations sur ceux de leurs clients dont la situation présente un niveau de risque très élevé.

Plusieurs collectivités du Canada ont adopté le modèle carrefour en vue d'accroître leur sécurité et leur bien-être, mais à ce jour, la Nation crie de Samson est la seule communauté autochtone à avoir intégralement mis en œuvre le modèle durant une longue période.

L'étude ici résumée avait pour objectif de déterminer pourquoi la communauté de Samson avait adopté le modèle, si sa version de celui-ci cadrait avec les pratiques instruites par l'expérience, dans quelle mesure elle se conformait aux modes établis d'application du modèle, quelles leçons elle en avait tirées, et quels étaient les difficultés et les bienfaits qu'elle avait observés.

La collecte des données s'est surtout faite par l'entrevue de divers fournisseurs de services sociaux et de santé, de policiers, de chefs de bande et d'intervenants communautaires. Au total, 18 personnes ont été interrogées. À ces informations se sont ajoutées les observations que les auteurs de l'étude ont pu faire lors de leur visite à la réserve en juin 2015.

Les entrevues menées ont révélé que le modèle bénéficiait d'un large appui et était vu comme une voie prometteuse en remplacement du statu quo actuel dans les communautés autochtones.

Pour les personnes visées lors des rencontres carrefour, la conduite d'interventions conjointes axées sur les risques a permis la détection précoce de risques, une mise en contact plus rapide avec les services requis, l'apport d'une aide dans les cas complexes, une plus stricte reddition de comptes, la prévention de crises et l'offre d'un soutien multi-organismes.

Les rencontres carrefour ont permis aux organismes concernés de resserrer leur collaboration, de mieux connaître leur façon de voir respective, d'élargir leur palette d'outils d'intervention, de livrer des services avec plus d'efficacité, d'obtenir plus d'information, de pouvoir mener des actions préventives, de nouer de meilleures relations avec leurs clients et, pour certains d'entre eux, de voir baisser le nombre de demandes de service répétées.

Enfin, les rencontres carrefour ont permis à la police de confier des dossiers complexes à des services mieux adaptés, de voir baisser les demandes de service, d'améliorer ses relations avec la communauté, d'accroître la coopération interorganismes, de pouvoir mener des actions préventives et de mieux comprendre la situation des clients et leurs besoins.

Il ressort en outre de l'étude que le modèle carrefour s'harmonise fort bien avec la culture et les traditions autochtones en ce qui touche la résolution des problèmes sociaux complexes. Bien qu'aucune mesure chiffrée ne permette encore d'évaluer le succès du carrefour chez les Cris de Samson, les résultats de l'étude sont encourageants.

LE RAPPORT COMPLET EST ACCESSIBLE À L'ADRESSE : www.securitepublique.gc.ca

POUR DES ENQUÊTES ET DES POURSUITES PLUS EFFICACES DANS LES AFFAIRES DE TRAITE DES PERSONNES

par le National Institute of Justice des États-Unis

Dans l'intention d'améliorer la capacité des autorités à repérer les victimes de traite et à traduire en justice les criminels concernés, les auteurs de cette étude ont tâché de cerner, à l'échelle régionale et locale, ce qui faisait obstacle à la détection des cas de traite ainsi qu'aux enquêtes et aux poursuites s'y rapportant.

Les chercheurs ont recouru à diverses méthodes, notamment l'analyse des données chiffrées provenant de 140 affaires classées de traite de personnes, l'analyse d'entrevues de fond avec 166 policiers, procureurs et fournisseurs de services d'aide aux victimes, et l'analyse descriptive de renseignements liés à des incidents qui, quoiqu'ils n'aient pas été considérés comme des cas de trafic de personnes, étaient susceptibles de comporter des éléments pertinents à cet égard.

L'étude porte sur douze comtés représentant trois niveaux de législation d'État en matière de traite des personnes (nulle, restreinte, étendue) et sur des États dotés ou non d'équipes spéciales financées par le gouvernement fédéral pour lutter contre la traite des personnes.

Les chercheurs ont classé les obstacles relevés selon trois champs d'action : repérage des victimes, enquêtes et poursuites judiciaires.

Obstacles au repérage des victimes :

- nature secrète de la traite des personnes;
- incapacité ou refus des victimes à chercher de l'aide, et leur crainte des autorités;
- inaptitude des organismes de police et de première intervention à former tous leurs membres et agents de première ligne à reconnaître les victimes.

Obstacles aux enquêtes :

- la traite des personnes n'est pas une priorité pour tous les organismes d'application de la loi;
- bon nombre d'organismes n'ont pas l'effectif nécessaire à la formation et aux enquêtes – le manque de patrouilleurs et de premiers intervenants est particulièrement criant;
- les organismes manquent d'agents suffisamment qualifiés pour mener des entrevues ou d'agents maîtrisant des langues étrangères utiles au repérage des victimes;
- trop souvent, les policiers, mal préparés à l'énormité du traumatisme vécu par les victimes, usent de tactiques habituellement employées à l'endroit de suspects, par exemple procéder à l'arrestation de la

victime en vue d'obtenir sa coopération.

Obstacles aux poursuites judiciaires :

- les procureurs d'État, réticents à appliquer la nouvelle législation anti-trafic, imputent aux malfaiteurs des infractions qui leur sont plus familières, par exemple celles de viol, d'enlèvement et de proxénétisme;
- aucun des procureurs d'État interrogés n'a déjà conduit de poursuite pour traite de personnes aux fins de travail forcé; leur choix du mode de poursuite étant souvent influencé par le profil des victimes, la plupart des cas signalés par la police locale sont renvoyés devant les tribunaux fédéraux.

Les chercheurs formulent plusieurs recommandations afin d'améliorer la détection des cas de traite de personnes : que les collectivités et organismes d'application de la loi fassent de cette détection une priorité, que soient fournies des ressources institutionnelles spécialisées en traite des personnes, et que soient utilisées des stratégies d'enquête proactives.

L'étude contient aussi plusieurs recommandations en matière d'enquête : fournir des services d'aide aux victimes adéquats et étendus (p. ex. refuges convenables, plans à long terme pour l'intégration sociale des victimes rescapées), améliorer la formation du personnel policier, en particulier en ce qui a trait aux techniques d'entrevue, et établir des relations ouvertes entre la police et les procureurs.

LE RAPPORT COMPLET EST ACCESSIBLE À L'ADRESSE : http://nij.gov/

CONSOMMATION DE MÉTHAMPHÉTAMINE ET INFRACTIONS ACQUISITIVES

par Susan Goldsmid et Matthew Willis

La consommation de méthamphétamine est en hausse chez les détenus de la police australienne, mais l'effet de cette hausse sur les formes de criminalité les plus répandues, en particulier la criminalité acquisitive, reste encore à éclaircir. Cerner les tendances et motivations criminelles des amateurs de méthamphétamine pourrait aider les organismes d'application de la loi et les décideurs publics à mobiliser leurs ressources de manière plus ciblée.

L'étude porte sur les infractions acquisitives commises par des détenus de la police australienne recrutés en 2013 par le programme Drug Use Monitoring in Australia (DUMA), ainsi que sur ce qui, selon ceux-ci, les poussent à poser des actes criminels liés à leur méthamphétaminomanie.

Méthode

Chaque trimestre, dans le cadre du programme DUMA, des personnes sous la garde de la police dans des villes australiennes dûment choisies sont interrogées sur leur consommation de drogue et leur perpétration d'actes criminels. En 2013, des données ont été recueillies à Perth, Adelaide, Brisbane et Sydney (sites de Kings Cross et de Bankstown).

Des 1 146 détenus qui ont été interrogés au cours des deux derniers trimestres de 2013, 35,8 p. 100 ont déclaré avoir consommé de la méthamphétamine dans les 30 jours précédant leur mise en détention. Cet échantillon est assez volumineux pour permettre une comparaison valide entre ceux qui ont consommé cette drogue et ceux qui n'en ont pas consommé.

Les détenus devaient indiquer leur sexe, leur âge et leur origine ethnique. Pour chacun d'eux a été notée l'infraction pour laquelle il se trouvait sous la garde de la police au moment de l'entrevue. On leur a demandé quel était le nombre de jours, sur les 30 précédant leur mise en détention, où ils avaient consommé de la méthamphétamine (ou du speed ou de la meth en cristaux), de l'alcool, du cannabis, de l'héroïne ou de l'ecstasy, et quelle part de leurs revenus, au cours de cette même période, provenait d'activités criminelles.

Résultats

L'étude fournit une preuve supplémentaire du lien entre consommation de méthamphétamine et criminalité, surtout celle liée aux biens et aux stupéfiants. Les consommateurs de méthamphétamine et ceux d'héroïne étaient, toute proportion gardée, environ quatre fois plus nombreux à déclarer avoir tiré des revenus d'infractions acquisitives que les détenus n'ayant pas touché aux drogues. Les consommateurs de cannabis, eux, l'étaient près de deux fois plus. Cela pourrait indiquer qu'un détenu de la police qui a consommé des stupéfiants a presque deux fois plus de chances d'avoir commis des infractions acquisitives. Cette tendance peut être imputée à la consommation de drogue elle-même ou aux facteurs démographiques et socioéconomiques avec lesquels sont corrélés la délinquance et la consommation de stupéfiants.

La part du revenu des consommateurs de méthamphétamine qui provenait d'activités criminelles était, elle aussi, beaucoup plus élevée que pour ceux qui ne se droguent pas. En outre, ces consommateurs ont déclaré que la méthamphétamine jouait un rôle dans leur délinquance, soit parce qu'ils agissaient ainsi sous l'effet de cette drogue, soit parce qu'ils avaient besoin d'argent pour s'en procurer.

Conclusion

Connaître le rôle de la consommation de méthamphétamine dans la perpétration d'infractions pourrait aider la police et les décideurs publics à affecter des ressources et à mettre en œuvre des stratégies propres à prévenir tout risque d'augmentation de la criminalité qui pourrait être associé à une augmentation de la consommation de méthamphétamine chez les contrevenants. ■

Connaître le lien entre la consommation de méthamphétamine et les infractions acquisitives comme le vol pourrait aider la police et les décideurs publics à prévenir la criminalité.

LE RAPPORT COMPLET EST ACCESSIBLE À L'ADRESSE : http://www.aic.gov.au

AU NOM DE LA FORME PHYSIQUE

UN POLICIER INGÉNIEUX TRANSFORME UN GARAGE EN GYMNASE

par Amelia Thatcher

Une souffleuse, quelques vieux outils et des sacs à ordures jonchaient un garage désaffecté au Détachement de Kindersley de la GRC (Sask.). Pendant des dizaines d'années, le garage à une place servait de débarras. Mais tout a changé à l'arrivée du serg. Ray Blais en septembre 2015.

« D'emblée, j'étais surpris de l'absence d'un centre d'entraînement, de toute forme d'équipement, explique-t-il. J'ai aussi remarqué un garage détaché qui n'était pas utilisé à bon escient, où s'accumulaient des rebuts. »

C'est alors que le serg. Blais a décidé de tirer parti de cet espace. Après quelques recherches et plusieurs entretiens avec le personnel du détachement, il a dressé un plan pour transformer le garage en centre d'entraînement pour les employés.

« On s'attend de nous que nous soyons en forme, pour éviter les accidents, dit le serg. Blais, fort de 31 ans d'expérience. Notre travail est exigeant sur le plan physique et mental, alors nous devons avoir les installations nécessaires au maintien de la forme. »

UN FINANCEMENT POUR L'ENTRAÎNEMENT PHYSIQUE

Pour faciliter les rénovations, le serg. Blais a communiqué avec Fiona Vincent, gestionnaire du service divisionnaire de la condition physique et du mode de vie de la GRC en Saskatchewan. Celle-ci a orienté le serg. Blais vers les ressources voulues et a aussi accordé une petite subvention pour aider le détachement à acheter de l'équipement.

« Nous voulons créer des lieux ouverts et accueillants afin d'inciter les gens à adopter un mode de vie sain, explique M^me^ Vincent. Investir dans la santé et le mieux-être d'une personne a un effet synergique. Une personne en santé est une personne heureuse, plus motivée dans son travail. »

En 2016, le service divisionnaire de la condition physique et du mode de vie a aidé plus de 40 détachements à améliorer leurs installations d'entraînement. Sans aller jusqu'à créer un gymnase complet, le service affecte des fonds pour l'achat d'équipement pour les détachements de la province.

Pour M^me^ Vincent, l'aménagement d'installations d'exercice ne vise pas seulement le maintien de la forme physique chez les membres et employés; il s'agit aussi de favoriser la santé mentale et émotionnelle ainsi que l'adoption d'un mode de vie sain.

« La bonne forme nous aide non seulement à accomplir les tâches physiques de notre poste, mais stimule aussi nos fonctions cognitives, précise-t-elle. Nous avons l'esprit plus vif, une meilleure concentration, un jugement plus sûr, une plus grande résilience, ainsi qu'un sommeil plus réparateur.

M^me^ Vincent a pour but d'aider les employés à faire des choix sains. Pour le gend. Daniel Earle du Détachement de Kindersley, le principal incitatif à l'entraînement est l'accessibilité des installations.

« L'accès au gymnase depuis le bureau me permet de m'entraîner avant ou après un quart... ça me facilite les choses, souligne-t-il. Ici, je peux m'entraîner avec mes collègues, et leur communiquer mon engouement pour la mise en forme. »

UNE SOLUTION NOVATRICE

Une fois un plan dressé par le détachement et le service divisionnaire, le serg. Blais a réuni quelques collègues pour nettoyer le garage.

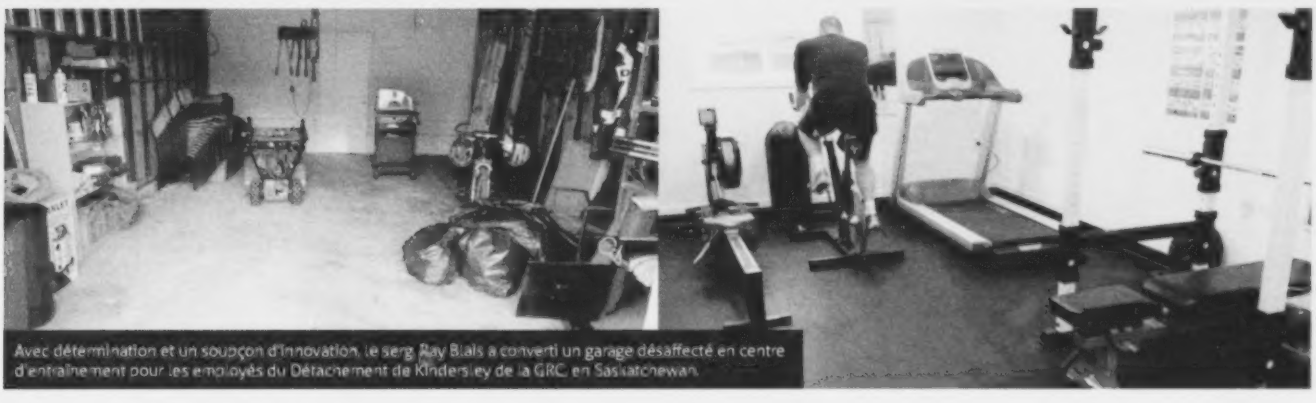
Afin d'optimiser l'utilisation des ressources financières, le serg. Blais ne s'est pas contenté d'acheter du neuf. Il s'est adressé à la Div. Dépôt, l'école nationale de la GRC, pour d'obtenir du matériel usagé. La Division a accédé à sa demande et contribué à approvisionner le nouveau gymnase en machines remises à neuf.

« Ray sait faire preuve d'innovation et d'ingéniosité, souligne M^me^ Vincent. Il a mis à profit différentes ressources pour réaliser le projet. »

Moins d'un après son arrivée, les installations étaient terminées. Si l'espace est limité, le gymnase n'en est pas moins bien pourvu : machine à ramer, vélo stationnaire, tapis roulant, elliptique et équipement d'entraînement aux poids avec support pour accroupissements, tout y est.

Depuis son inauguration à l'automne 2016, le gymnase a changé la donne pour les employés. En fait, devant l'affluence des adeptes, le serg. Blais a dû établir un horaire d'entraînement.

« Il a créé tout un engouement : bien des gens qui ne se seraient jamais entraînés auparavant le fréquentent désormais, et assidûment, constate le gend. Earle. Nous pouvons maintenant dépenser le trop-plein d'énergie au gymnase et être en forme pour le boulot, physiquement et mentalement. » ■



Avec détermination et un soupçon d'innovation, le serg. Ray Blais a converti un garage désaffecté en centre d'entraînement pour les employés du Détachement de Kindersley de la GRC en Saskatchewan.

Serg. Ray Blais, GRC